



OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE 2011



→ UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE AFEV-AUDIREP-FONDATION BNP PARIBAS

→ LES RÉACTIONS D'UNE VINGTAINE DE PERSONNALITÉS

organisé par :



avec le soutien de :



avec la participation de :



en partenariat avec :



observatoire
de la jeunesse
solidaire

observatoire de la jeunesse solidaire

Notre démarche

UNE SOCIÉTÉ FÂCHÉE AVEC SA JEUNESSE ?

C'est du moins l'analyse qu'on pouvait tirer des deux premières enquêtes d'opinion, réalisées en 2009 et 2010 par l'Afev et Audirep, portant sur la perception des Français à l'égard des jeunes : avec 51 % des sondés ayant une image négative de la jeunesse, notre société semblait assumer une défiance forte à l'égard des nouvelles générations, jugées par ailleurs « individualistes » et bien peu « tolérantes ».

En reconduisant leur enquête cette année, l'Afev et Audirep ont voulu creuser cette question du rapport de notre société à sa jeunesse et l'affiner en opérant un nouveau choix méthodologique : celui d'interroger les Français non plus par Internet, mais au téléphone.

Les thèmes abordés sont les suivants : le regard des Français est-il toujours aussi négatif ? Comment jugent-ils l'adaptation des jeunes aux transformations sociales et culturelles qui font bouger notre société ? Que pensent-ils de l'évolution des inégalités entre les jeunes, et à quoi sont-elles dues, selon eux ? La question de la jeunesse doit-elle prendre place dans le débat politique, à la veille d'un scrutin présidentiel ?

L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE

En 2009, l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait concentré sa première édition sur les nouvelles tendances de l'engagement solidaire. En 2010, il s'était attaché plus spécifiquement à l'allocation des aides publiques et au service civique.

La démarche de l'Observatoire s'est appuyée dès ses premières éditions sur les conseils et l'analyse de chercheurs travaillant, dans des organisations de référence, sur les questions de jeunesse et d'engagement, dont l'Observatoire de la décision publique, l'Observatoire des inégalités, l'Observatoire de la Fondation de France, l'Anacej (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes) et l'Injep (Institut national de la Jeunesse et de l'éducation populaire).

L'an dernier, Cécile Van de Velde, spécialiste en sociologie comparée de la jeunesse, des âges et des générations en Europe, avait accepté de parrainer l'Observatoire. En 2011, cette alliée précieuse a renouvelé son accord. De son côté, la Fondation BNP Paribas a inclus l'Observatoire de la jeunesse solidaire dans l'éventail de son partenariat de dix ans avec l'Afev.

Un projet ...

organisé par

L' AFEV

Avec ses 7 500 bénévoles en France, l'Afev est le premier réseau étudiant d'actions solidaires. Son action consiste essentiellement dans l'accompagnement individualisé d'enfants ou de jeunes des quartiers populaires en difficulté. L'an dernier, ce sont ainsi près de 10 000 enfants et jeunes qui ont été accompagnés. L'Afev est aussi à l'initiative de la Journée du refus de l'échec scolaire, des Fêtes des solidarités locales et de la démarche « Responsabilité sociale des universités ».



www.afev.org

avec le soutien de

FONDATION BNP PARIBAS

Placée sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation BNP Paribas s'attache à développer ses programmes en faveur de la culture, la solidarité, l'éducation, la recherche médicale et environnementale. Elle a fait de la question de l'égalité des chances en matière d'éducation un axe fort de sa politique et accompagne dans la durée les projets d'associations, d'écoles ou de collectivités en France et à l'international.



mecenat.bnpparibas.com

AUDIREP

Présent depuis 1995 sur le secteur des études de marché pour de nombreux groupes internationaux, Audirep a développé au fil des années une expertise en matière d'études d'opinion. Associé à l'Afev depuis la première enquête sur le regard des Français sur la jeunesse, Audirep a, cette année encore, assuré la validation technique et scientifique du questionnaire posé au panel représentatif de 1000 Français.



www.audirep.fr

avec la participation de

L' INJEP

A la fois centre d'études et de recherches, sur les pratiques et les attentes des jeunes et centre de ressources pour les acteurs des politiques de jeunesse et de l'éducation populaire, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire accompagne l'Afev dans son action depuis de nombreuses années.



www.injep.fr

L' ANACEJ

Créée pour promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et pour accompagner les collectivités locales dans la mise en place instances de participation, l'Anacej est aujourd'hui présente dans plusieurs centaines de villes, départements et régions en France.



www.anacej.asso.fr

ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE

L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) est le plus large réseau indépendant des régions dans la grande Europe. Forte de plus de 270 régions issues de 33 pays et 16 organisations interrégionales, l'ARE constitue la voix politique de ses membres et un forum pour la coopération interrégionale.



www.aer.eu

en partenariat avec letudiant.fr



En 2009, la première édition de l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait mis en avant le décalage entre une jeunesse majoritairement perçue comme « individualiste » et « pas tolérante », et les nouvelles réalités de l'engagement solidaire.

L'année suivante, la deuxième édition faisait deux constats : d'une part, si les échanges inter-générationnels, autour de la notion de partage, étaient favorablement perçus, une rupture persistait quant à la définition des valeurs défendues par les uns et les autres. D'autre part, près de trois Français sur quatre souscrivaient à l'idée d'une attribution directe aux jeunes des aides publiques qui leur étaient dédiées.

Le chiffre-phare de ces deux premières enquêtes restait toutefois la défiance envers la jeunesse, partagée par une majorité de Français : 51 % d'entre eux reconnaissent en effet avoir une « image négative » des jeunes.

Nous avons voulu cette année poursuivre une observation fine des opinions des Français quant à la perception des jeunes. Dans une seconde partie, nous avons également tenu à interroger les sondés sur l'idée qu'ils se faisaient du poids des inégalités sociales au sein de la jeunesse, de leur renforcement conjoncturel et de leurs terrains critiques d'expression ainsi que des déterminants de la réussite sociale.

Enfin, dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, nous avons choisi d'évaluer quelle place les Français souhaitent que les problématiques liées à la jeunesse prennent dans le débat politique. Les résultats, à ce titre, confinent à l'unanimité.



Méthodologie

Etude réalisée du 19 au 25 janvier 2011, par téléphone, sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interviews) auprès d'un échantillon national de 1 000 individus, représentatifs de la population française, âgés de 15 ans et plus.

PROFIL DE L'ECHANTILLON

SEXE :
Hommes 48 %
Femmes 52 %

AGE :
15-24 ans 17 %
25-34 ans 18 %
35-49 ans 28 %
50-64 ans 20 %
+ de 65 ans 17 %

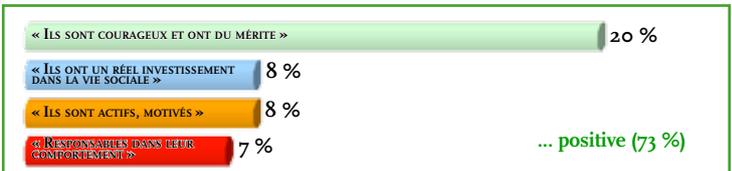
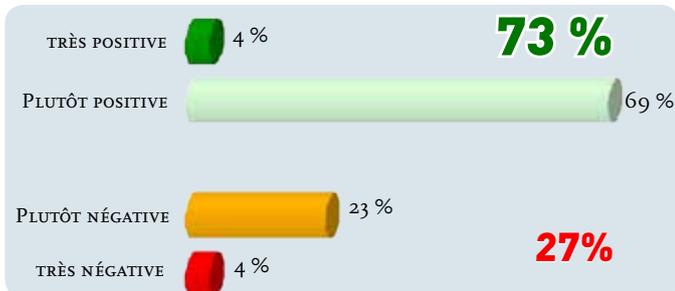
**CATÉGORIE SOCIOPRO-
FESSIONNELLE :**
CSP + 23 %
CSP - 50 %
Inactifs 27 %

RÉGION UDA :
Ile de France 18 %
Nord 7 %
Ouest 23 %
Est 17 %
Sud-Est 24 %
Sud-Ouest 11 %

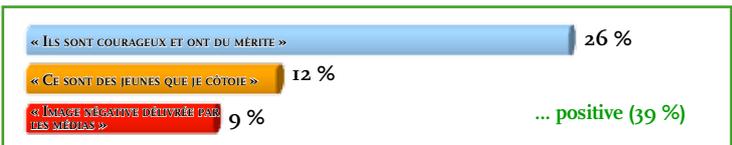
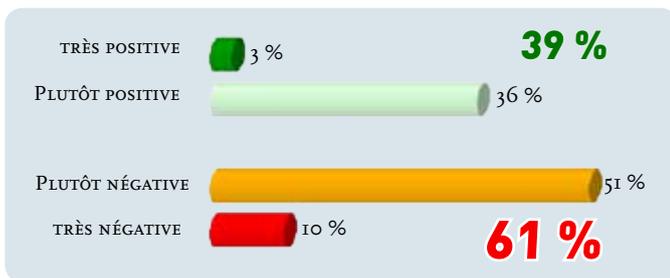
ZONE D'HABITAT :
Centre-ville 35 %
Zone péri-urbaine 29 %
Milieu rural 36 %

Perception globale des jeunes

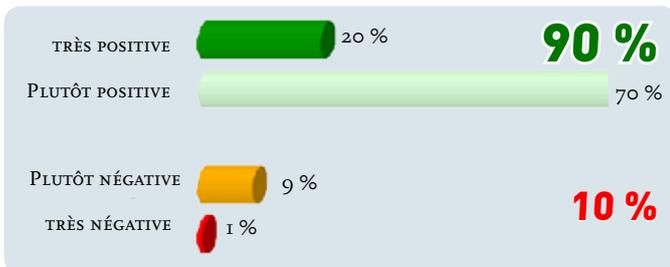
Diriez-vous des **jeunes**, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...



Et, plus précisément, concernant les **jeunes issus de quartiers populaires**, diriez-vous que vous en avez une image...



Et, plus précisément, concernant les **jeunes que vous connaissez**, diriez-vous que vous en avez une image...



Pour aller plus loin

Les CSP + apparaissent, avec 76 % d'opinions plutôt positives, mieux disposées à l'égard des jeunes en général que les « Inactifs » (69 %) et CSP - (67 %). Plus globalement, ces chiffres illustrent une impression prévisible, mais néanmoins problématique : les Français perçoivent plus positivement les jeunes qu'ils connaissent que ceux qu'ils ne connaissent pas, et se montrent plus sévères à l'égard des jeunes issus des quartiers populaires que des jeunes en général. Sur le premier point, 20 % d'entre eux déclarent avoir une image « très positive » de ceux qu'ils fréquentent, contre un chiffre inférieur à 5 % pour les deux autres catégories de jeunes. D'autre part, les « jeunes des quartiers » récoltent 10 % d'opinions très négatives, quand les autres n'en souffrent qu'à 1 ou 4 %. Seuls les 25-34 ans se distinguent des autres sondés, en affirmant à 45 % avoir une image « plutôt positive » des jeunes issus des quartiers populaires, contre 30 % des 15-24 ans, et 36 % en moyenne générale.

→ Neuf Français sur dix souscrivent à l'affirmation « Les jeunes sont un atout pour la société » - 47 % sans aucune réserve. Les jeunes eux-mêmes, âgés de 15 à 24 ans, sont les plus hésitants : ils ne sont que 37 % à la valider « tout à fait ».

77 % des sondés s'avèrent « tout à fait » (25 %) ou « plutôt d'accord » (52 %) avec l'idée que les jeunes « s'adaptent facilement » - un chiffre à mettre en relation avec les 81 % qui les estiment « créatifs et inventifs » (voir ci-contre).

→ Ils sont moins nombreux, quoique majoritaires, à agréer aux propositions selon lesquelles les jeunes seraient « lucides et réalistes » (60 %, dont 15 % « tout à fait d'accord »), « se [prendraient] en main, [seraient] actifs » (59 %), « solidaires vis-à-vis des autres, à l'écoute des autres » (56 %) et « investis dans la vie sociale ou locale » (53 %).

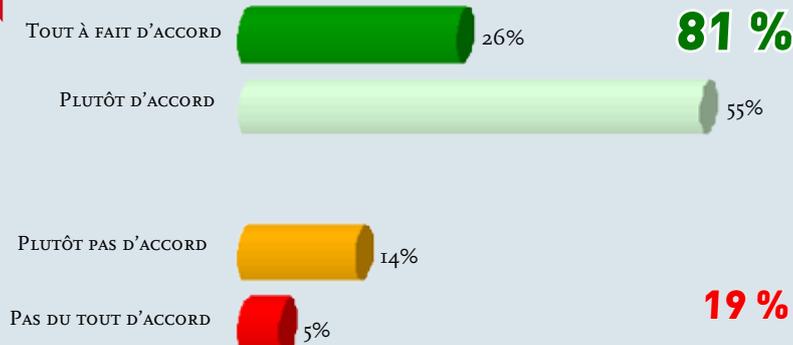
En termes de lucidité et de réalisme, les moins de 35 ans se distinguent par leur réserve - seuls 54 % des 15-24 ans et 52 % des 25-34 se déclarant « plutôt » ou « tout à fait d'accord » -, quand leurs aînés, âgés de 50 à 64 ans, valident l'affirmation à 69 %.

→ Sur la question de l'investissement social ou local des jeunes, les CSP + sont une majorité (51 %) à reprocher aux jeunes d'être apathiques. 45 % d'entre eux se déclarent même « plutôt pas d'accord » avec l'hypothèse d'un bon investissement de leur part (contre 36 % en moyenne générale). Cette question divise également la banlieue parisienne (40 % des résidents de banlieue Est y souscrivent, contre 60 % en banlieue Ouest), quand le Sud-Ouest et le Sud-Est se distinguent par des chiffres encourageants (respectivement 63 et 66 % d'adhésion.)

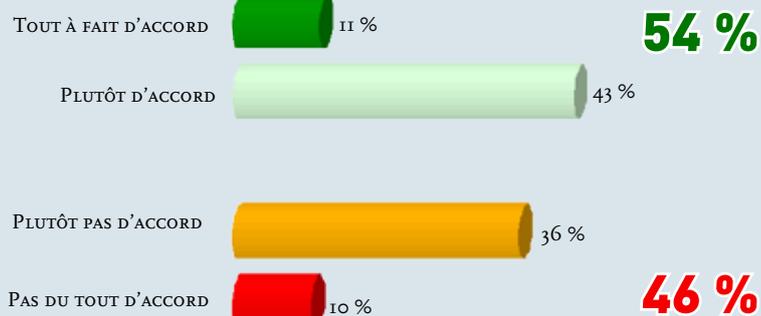
→ Enfin, dernière spécificité régionale, 33 % des habitants du Nord ne sont « pas du tout d'accord » avec l'hypothèse de jeunes « respectueux des règles », contre 18 % en moyenne nationale (voir ci-contre).

Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes... Les jeunes ...

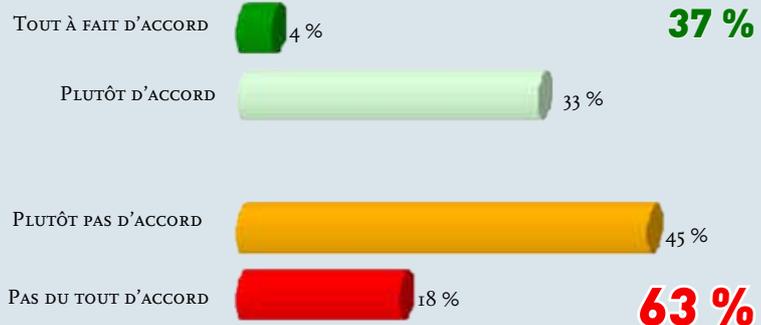
→ ... SONT CRÉATIFS ET INVENTIFS



→ ... SONT RESPONSABLES DANS LEURS COMPORTEMENTS



→ ... SONT RESPECTUEUX DES RÈGLES



Insertion des jeunes dans la société

Avez-vous le sentiment que les inégalités sociales se sont creusées ces dernières années **entre les jeunes** ?

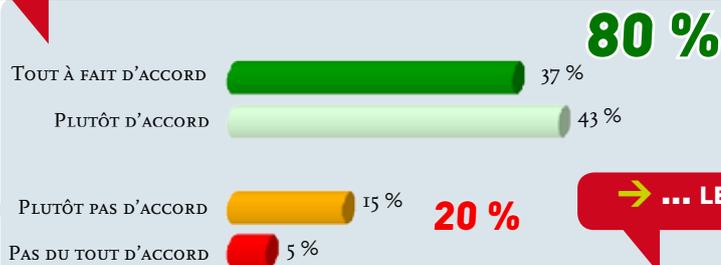
Quand on leur pose la même question, cette fois appliquée aux inégalités sociales entre tous les Français, 89 % des Français sont d'accord. En parallèle de ce chiffre, on note également que 84 % des sondés estiment que les jeunes ne disposent par tous des mêmes chances de réussir socialement. En outre, sur cette question des inégalités, les sondés de 50 à 64 ans s'illustrent, en répondant « Tout à fait d'accord » à 60 %, contre une moyenne de 51 %.



Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes...

→ **LES JEUNES SONT INÉGAUX FACE À**

→ **... LEUR CAPACITÉ À S'INSÉRER PROFESSIONNELLEMENT ?**



Les Français sont encore trois sur quatre (75 %) à constater que ces inégalités s'appliquent également à la capacité des jeunes à être autonome financièrement, et deux sur trois (66 %) à faire le même constat concernant leur accès à la vie citoyenne.

→ **... LEUR CAPACITÉ À RÉUSSIR D'UN POINT DE VUE SCOLAIRE**



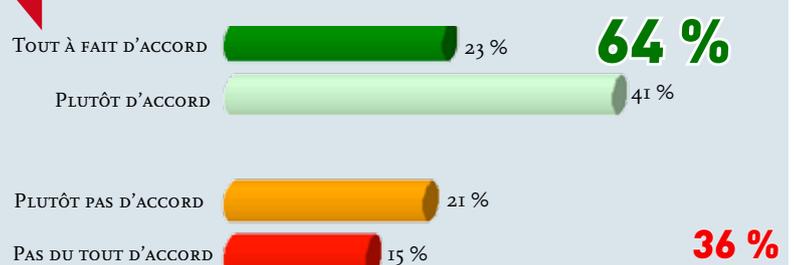
→ **LA RÉUSSITE DES JEUNES DÉPEND...**

→ **... DE LEUR EFFORTS POUR SURMONTER LES DIFFICULTÉS**



Cette prise en compte, par les Français, du lieu d'habitation comme déterminant de la réussite des jeunes révèle une prise de conscience relativement nouvelle. Pour autant, le chiffre ci-contre de 88 % montre que les Français comptent avant tout sur les capacités de chaque individu pour réussir.

→ **... DE LEUR LIEU D'HABITATION**



Les réactions du panel de personnalités

Pour analyser les résultats du sondage et approfondir le débat, nous avons sollicité une vingtaine de personnalités des mondes politique, associatif, économique, universitaire et littéraire pour savoir ce que leur inspirait ce regard porté sur les jeunes, les inégalités sociales et le poids de la jeunesse dans le débat public.

Les réactions présentées dans les prochaines pages constituent, pour la plupart d'entre elles, des extraits d'entretiens plus longs, disponibles sur le site de l'Observatoire : www.jeunessesolidaire.org

EN CAS DE CRISE, LA COHORTE PÉNALISÉE RISQUE DE LE PAYER TOUT AU LONG DE SA VIE.



→ CÉCILE VAN DE VELDE

SOCIOLOGUE, SPÉCIALISTE EN SOCIOLOGIE COMPARÉE DE LA JEUNESSE, DES ÂGES ET DES GÉNÉRATIONS EN EUROPE. MARRAINE DE L'OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE 2011.

Afev : Près de trois Français sur quatre déclarent avoir une image positive des jeunes. Qu'en pensez-vous ?

Cécile Van de Velde C'est vrai, et ce chiffre monte à 90 % lorsqu'on leur pose la même question concernant les jeunes qu'ils connaissent. Plus frappant, il tombe à 39 % quand il est question de leur perception des jeunes issus des quartiers populaires – on peut le formuler autrement : deux tiers des Français ont une image négative de ces jeunes. Cette perception s'assombrit rapidement dès qu'il s'agit d'une jeunesse qu'ils ne fréquentent pas et qu'ils ne perçoivent donc qu'à travers le filtre médiatique. Ce genre de filtre me fait penser à ces forts scores du FN dans des territoires de très faible immigration.

Et même en ce qui concerne l'ensemble des jeunes, un quart des 27 % affirmant en avoir une image négative les considèrent comme des délinquants ou des drogués. Les Espagnols, à ce titre, ont une bien meilleure image de leurs jeunes.

Afev Et que dire de leur vif sentiment que les inégalités sociales s'accroissent, ces dernières années ?

CVdV 89 % d'entre eux affirment qu'elles s'accroissent entre les Français, et ils sont légèrement moins nombreux (85 %) à estimer qu'il en va de même entre les jeunes. Cela dit, ces deux chiffres sont considérables. La société est

perçue comme plus inégalitaire, plus injuste, et les jeunes portent cette injustice.

Il apparaît également qu'en ce qui concerne les jeunes, le courage et le mérite sont salués, comme la responsabilité individuelle : 26 % de ceux qui perçoivent positivement les jeunes issus des quartiers populaires (et dans une moins mesure, 20 % de ceux font le même diagnostic sur l'ensemble de cette génération) trouvent qu'ils sont « courageux et ont du mérite », 88 % des sondés pensent que la réussite des jeunes dépend de leurs efforts pour surmonter les difficultés... C'est donc un modèle libéral qui s'exprime ainsi, induisant l'idée que les jeunes seraient seuls responsables de leurs échecs. Leur réussite dépendrait surtout de leurs efforts.

Afev De leurs seuls efforts ?

CVdV Pas uniquement, et il s'agit d'ailleurs, ici, d'une vraie nouveauté : à côté de chiffres plus connus pour expliquer les inégalités, comme les deux tiers des sondés estimant que leur réussite dépend aussi de leur origine sociale ou de leur établissement scolaire, 64 % d'entre eux pensent également que leur lieu d'habitation joue un grand rôle. Le fait que les Français aient fortement conscience de l'impact du lieu d'habitation sur la réussite des individus constitue une bonne nouvelle mais aussi un phénomène très nouveau.

Afev A quoi doit-on cela ?

CVdV A une médiatisation et une réflexion autour du concept de quartiers, en grande partie. Mais malgré cette prise de conscience, tout reste loin d'être parfait. Si l'on prend les chiffres à l'envers, il est saisissant de constater, par exemple, qu'un tiers des personnes sondées déclarent que les inégalités sociales ne proviennent pas des origines sociales. C'est beaucoup, quand on y pense !

Qui plus est, les quartiers populaires, comme la jeunesse, souffrent d'une perception complexe : en même temps qu'on les plaint, on les condamne, et une nette confusion persiste entre jeunes issus des quartiers populaires et jeunes délinquants. Les Français n'ont pas forcément conscience des causes structurelles expliquant les inégalités entre les jeunes, et certains sont encore peu au fait des réalités : un sondé sur quatre estime, par exemple, que les jeunes ne sont pas inégaux face à la réussite scolaire ou à l'accès à l'autonomie financière. Troublant.

Afev En termes de comparaison internationale et sur la question de la jeunesse, que pouvez-vous nous apprendre ?

CVdV En ce qui concerne la place de la jeunesse dans le débat public, la France apparaît plus proche du Japon, que de ses voisins européens ou scandinaves. La situation y est comparable, avec une jeunesse

oubliée dans une société qui vieillit de plus en plus, victime d'un regard méfiant et d'une résignation collective face à l'idée de « génération sacrifiée ». L'insertion professionnelle y est également difficile, le pessimisme profond et le stress à l'école généralisés.

Cette situation est également en partie comparable avec celle des pays du Sud de l'Europe, comme la Grèce ou l'Italie même si, dans ces deux derniers pays, les questions se posent plus tardivement – la génération arrivant sur le marché du travail étant parfois la première à avoir fait des études. Les jeunes Grecs croient encore en les diplômés, alors qu'en France, la désillusion, sur ce sujet, est pregnante.

Afev Qu'en est-il dans les pays du Nord et anglo-saxons ?

CVdV En Suède, par exemple, l'État a réagi fortement, et rapidement, face à la hausse du chômage des jeunes. Quant aux pays anglo-saxons, ils sont surtout sujet à la question d'une jeunesse surendettée. Chez eux, les jeunes doivent payer le prix fort pour leurs études et espèrent rembourser plus tard leurs dettes, après avoir accédé à la vie active. La conséquence est immédiate : ils sont mieux lotis en période de croissance, mais en cas de crise, leur situation devient catastrophique.

Afev Les jeunes sont-ils les premières victimes, en France, en temps de crise ?

CVdv C'est plus compliqué, et plus profond que cela. D'une part, certes, en cas de crise, les modèles corporatistes protègent ceux qui sont d'ores et déjà bien insérés dans la vie active. Ceux qui en pâtissent le plus sont donc ceux qui n'étaient pas installés lorsqu'elle éclate. Et a fortiori, en l'occurrence, la jeunesse populaire des quartiers. La dichotomie est très nette entre les « très protégés » et ceux qui chutent. Au Japon, cette dualité existe, au sein même de la jeunesse, entre d'un côté ceux qui sont traqués par les recruteurs (nos Bac+5 et élèves de Grandes Ecoles), et de l'autre les « Freeters », des 15-34 avec souvent un bagage universitaire mais sans situation professionnelle stable et, pour tout dire, sans avenir déterminé. En France, cela s'illustre par le tropisme, l'obsession du CDI, ou par la course aux diplômes.

Car en cas de crise, et c'est le second aspect préoccupant, la cohorte qui servira de variable d'ajustement – les nouveaux entrants, donc – risquent de le payer tout au long de leur vie. Cet effet de cohorte alimente la sensation d'une génération sacrifiée, puisque quand la croissance revient, c'est la génération suivante qui en bénéficie en premier lieu. La crise fige les destins.

Afev Autre chiffre surprenant : 95 % des sondés pensent qu'il est important de faire de la jeunesse l'une des priorités lors de la prochaine présidentielle. Une quasi-unanimité...

CVdv Oui, et en affinant l'analyse, on s'aperçoit que plus augmente l'âge des sondés, plus nombreux sont ceux estimant qu'il est très important de le faire : 47 % des 15-24 ans contre 60 % des 50-64 ans ! De fait, le destin des individus se décide de plus en plus tôt, dans l'intragénérationnel. Pour y remédier, on peut proposer deux axes principaux de réflexion : le rapport à l'école et le versant économique.

L'Ecole devrait s'ouvrir davantage, intégrer l'idée qu'elle forme des adultes avant de former des diplômés. Il faut élargir le spectre de l'Ecole, et élargir, en même temps, le spectre du CV, pour les employeurs. Le diplôme ne doit pas constituer l'unique sésame avant 25 ans, sous peine de constituer un impitoyable couperet. Aujourd'hui, il n'y a pas droit à l'erreur, à la réorientation, et nul n'existe professionnellement sans diplôme – ces derniers ne mettant aucunement en valeur l'extra-scolaire.

Sur le plan économique, la persistance d'une tutelle parentale sur la durée pose problème. Tous les acteurs, des banques aux recruteurs, en passant par les agents immobiliers, sont très frileux dès qu'il sont confrontés à des jeunes : pas de crédit, pas de logement sans caution parentale. Il est donc très important de proposer une aide à destination des jeunes, et non plus à destination des familles, des parents. Ceci pour accompagner l'accès des jeunes à leur autonomie. Pour ce faire, il faut arrêter de courir uniquement après « l'égalité des chances » à la Française, et viser également une égalité réelle.



LES CLICHÉS ONT LA VIE DURE, MAIS ILS NE RÉSISTENT PAS À L'ÉPREUVE DES FAITS.

→ JEANNETTE BOUGRAB

SECRETÉAIRE D'ÉTAT À LA JEUNESSE ET À LA VIE ASSOCIATIVE.

Afev 73 % des Français disent avoir une image positive de la jeunesse prise dans son ensemble. Or ce chiffre tombe à 39 % lorsque la même question leur est posée au sujet de la jeunesse issue des quartiers populaires. Que pensez-vous de ce décalage ?

Jeannette Bougrab Les Français ont raison d'avoir une image positive de la jeunesse. D'ailleurs on ne peut que se réjouir que l'opinion des Français sur les jeunes évolue d'année en année. Votre enquête de mars 2010 révélait que près d'1 Français sur 2 était défiant vis-à-vis des jeunes. Les clichés ont la vie dure, mais ils ne résistent pas à l'épreuve des faits. Je suis convaincue qu'ils finiront tous par tomber. Je rencontre régulièrement des jeunes engagés dans le cadre du service civique ou encore des bénévoles investis dans les associations. Ils font preuve d'une extraordinaire maturité, ils sont combattifs et portent haut les valeurs de solidarité et de citoyenneté. Les jeunes des quartiers populaires qui s'accrochent et qui s'en sortent ont rarement la faveur des médias. Je me déplace tous les mois en Seine-Saint-Denis, et je peux vous dire que c'est dans ces quartiers que l'on trouve les plus beaux parcours de réussite.

Afev Trois Français sur quatre ont une image positive de la jeunesse. Quand ils la perçoivent positivement, ils sont nombreux à estimer que les jeunes ont du courage et du mérite. Inversement, quand ils la condamnent, ils parlent d'irrespect, de délinquance et du poids des médias. Sur l'un ou l'autre de ces résultats, qu'avez-vous à dire ?

JB L'irrespect, la délinquance... Toutes ces images un peu caricaturales que la société a tendance à plaquer sur la jeunesse ne datent pas d'hier. Socrate, en son temps, disait déjà que les jeunes étaient mal élevés et méprisaient l'autorité ! La jeunesse mérite mieux que ces généralités. Je pense au contraire que la jeunesse d'aujourd'hui est porteuse de valeurs fortes et exemplaires : elle

est solidaire et souhaite s'investir dans la vie citoyenne, elle croit aux valeurs familiales, elle est tournée vers l'action et a l'esprit d'initiative.

Afev Les Français ont conscience des inégalités entre les jeunes, dans le domaine de l'insertion professionnelle, de l'éducation, de l'autonomie financière et de la citoyenneté. Que pensez-vous de cette prise de conscience ?

JB Les inégalités entre les jeunes sont une réalité. D'abord parce qu'il n'y a pas une jeunesse mais des jeunes. La vie n'est pas la même selon qu'on est jeune à Châteauroux, à Bar-le-Duc, à Paris ou à Clichy-sous-Bois. Selon qu'on est un jeune urbain ou un jeune rural, un jeune des quartiers. Notre objectif, c'est de donner à chaque jeune la possibilité de réaliser son potentiel. C'est tout le sens de notre action en matière de formation et d'orientation des jeunes. L'éducation et la formation constituent aujourd'hui les meilleurs remparts contre le chômage et la précarité des jeunes. C'est pourquoi le gouvernement y investit massivement.

Afev 95 % des Français souhaitent que la question de la jeunesse constitue l'une des questions-clés des débats politiques de la prochaine campagne présidentielle. Que vous évoque ce chiffre ?

JB L'avenir d'un pays, c'est sa jeunesse. Le débat sur la jeunesse doit donc être constant. C'est ce qui a conduit ce gouvernement à organiser, en 2009, une grande consultation totalement inédite dans notre pays, pour refonder sa politique de la jeunesse, avec la Commission du Livre Vert qui s'est traduite dans les mesures du plan « Agir pour la jeunesse » du Président de la République.



→ RAMA YADE

AUTEUR DE *LETTRE À LA JEUNESSE*
(GRASSET, 2010)

Afev 73 % des Français ont une image positive de la jeunesse. Qu'en pensez-vous ?

Rama Yade Ce qui ressortait l'an dernier de votre étude, c'était plutôt le pessimisme des Français à leur égard. Sans doute faut-il y voir une prise de conscience forte de la situation des jeunes, qui constituent, avec les effets de la crise, la fraction la plus souffrante de la population. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que leur courage et leur mérite soient si nettement soulignés. C'est une vraie différence par rapport à l'année dernière.

Afev Ce chiffre tombe pourtant à 39 % lorsqu'il s'agit des jeunes issus des quartiers populaires...

RY L'image des jeunes des cités que les médias projettent est négative, dans 99 % des reportages. Ils se focalisent sur les phénomènes les plus violents, les plus spectaculaires. Pourtant, quand on fait la démarche d'aller voir les jeunes dans les quartiers, on constate que beaucoup d'entre eux ne sont pas des délinquants mais des jeunes qui se battent pour s'en sortir, qui prennent des initiatives, qui portent des projets. Mais ceux-là on ne les voit qu'épisodiquement, et ils sont présentés comme des exceptions, quand ils entrent à Sciences Po ou quand ils sont primés dans le cadre de Talents des cités...

Afev Deux tiers des Français semblent également avoir pris conscience de l'influence du lieu d'habitation sur leur réussite...

RY Malgré le caractère tabou de cette question, les Français expriment ici une réelle lucidité. D'où les stratégies immobilières qu'ils mettent en œuvre pour inscrire leurs enfants dans les bons établissements. Ce chiffre de 64 % concerne d'ailleurs aussi bien le lieu d'habitation que l'établissement scolaire : dans l'esprit des

gens, l'assimilation entre ces deux réalités est totale. L'école n'est pas gratuite - les inégalités s'y renforcent sur la base d'éléments payants (comme les cours particuliers) -, ni égalitaire, puisque des stratégies d'évitement de certaines écoles existent bel et bien : choix des langues étrangères, des langues mortes, de l'habitat... Au-delà de ce qui a été réalisé récemment pour le lycée ou les universités, tout ceci confirme l'urgence d'une réforme encore plus profonde de l'école.

En marginalisant sa jeunesse, le pays se coupe les ailes.

Afev Que pensez-vous du fait que 95 % des sondés souhaitent que la question de la jeunesse constitue l'une des priorités pour la prochaine présidentielle ?

RY Cette question constitue en effet la priorité numéro une, puisqu'à travers elle, on pose celle de l'avenir de la France. De quoi parle-t-on le plus, à table, en famille ? De l'avenir du jeune. Or ce sujet demeure quasiment absent dans les débats politiques. Tous nos problèmes découlent de là : j'ai la conviction que le pessimisme ambiant tient à ces 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme - à l'échelle d'une génération, 3 millions de personnes ! Des fossés dramatiques existent, entre les 4 % de jeunes qui ont accès aux grandes écoles et les 23 % qui sont au chômage. En marginalisant sa jeunesse, le pays se coupe les ailes, notamment en termes d'innovation.

Afev Comment comprenez-vous que 46 % des Français reprochent aux jeunes leur faible investissement social ou local ?

RY Comme ils se débattent avec leurs problèmes, considérables, les jeunes disposent de peu de

temps pour s'investir. Cela dit, l'offre, en termes d'investissement, reste très insuffisante par rapport à leur désir d'engagement, massif. Les jeunes n'attendent que de renouer avec la politique, par d'autres moyens - comme l'associatif.

Afev Ces résultats vous satisfont-ils ?

RY J'ai ressenti une certaine émotion en lisant par exemple les chiffres sur le mérite et le courage des jeunes. Enfin, on affiche un peu de compréhension à leur égard. Les défis de la jeunesse ne concernent plus seulement les jeunes : les Français sentent qu'à travers eux, c'est l'avenir de notre pays qui est posé. La génération de la crise porte tout sur ses épaules. Or, désormais, il semble possible d'aborder ce sujet sans avoir l'impression de déranger...

Afev Quels sont aujourd'hui les autres défis auxquels est confrontée notre jeunesse ?

RY La jeunesse englobe aussi bien les jeunes des cités que les jeunes des campagnes, les jeunes des fachs comme les jeunes des centres d'apprentis, les jeunes des grandes écoles comme ceux des écoles de la deuxième chance. Tout le défi, pour eux, est de « faire génération », de répondre à une question comme « qu'est-ce qui identifie la jeunesse actuelle ? » Ils sont les seuls à pouvoir le dire, pourvu qu'on ne les cantonne pas, qu'ils ne se cantonnent pas, à un statut de victimes. La société pourrait mettre à leurs pieds toutes les merveilles du monde, il n'en sortirait rien si les jeunes ne disent pas comment ils voient leur époque et quel avenir ils veulent. C'est une injonction à la mobilisation qu'exprime également ce sondage, qui m'évoque la phrase de Kennedy : « Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays. » C'est par l'engagement qu'ils le feront. C'est ce qu'a fait la jeunesse arabe, sans demander l'autorisation à personne. Ou la jeunesse américaine en se mobilisant massivement pour Barack Obama. La jeunesse, c'est toujours une eau qui dort : il faut toujours y prêter attention.



Une génération qui ne chercherait pas à rompre avec ses aînés ne ferait pas son travail.

→ DOMINIQUE REYNIÉ

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FONDAPOI

Afev Comment réagissez-vous à ces résultats ?

Dominique Reynié On n'y trouve pas encore trace de conflit entre les générations, mais plutôt de l'existence d'un malentendu entre elles. Ce fait est particulièrement saillant lorsqu'il est question du non-respect des règles : il s'agit à la fois d'un préjugé sur les jeunes générations et d'une vérité impossible à ignorer. Par définition, les jeunes se positionnent par opposition à leurs aînés : ils veulent « faire les choses autrement » (...) Une génération qui ne chercherait pas à rompre avec le conservatisme ne ferait pas son travail !

Les aspects négatifs invoqués sont liés à des images négatives : les jeunes de quartiers populaires sont

perçus comme des délinquants (...). La manière dont on les perçoit est très influencée par les médias - or, il existe une nette préférence médiatique pour le spectaculaire (...) Selon moi, il faudrait réfléchir à ces questions, avec les journalistes.

Il y a 25 ans, l'expression « quartier populaire » était associée à l'idée de « milieu populaire », et suscitait la compassion, la solidarité. Aujourd'hui, par « quartier populaire », on entend « univers relégué » : le premier sentiment qui en découle est la peur, en lieu et place de l'empathie. Désormais, les « quartiers » sont moins un problème social qu'un problème de police. Et ce glissement de la perception reflète le durcissement de la société française, repliée sur une politique sécuritaire et répressive.

Afev Les jeunes Français vous paraissent-ils individualistes ?

DR La jeunesse française se caractérise à la fois par une grande confiance en elle-même et par une forte défiance à l'égard des institutions de son pays. Il en découle une forme d'individualisme, certes, mais construit en réaction au regard que portent sur eux leurs contemporains. En ne favorisant pas le passage de relais entre les générations, on donne à croire aux nouvelles générations qu'aucune confiance ne leur est octroyée. (...)

Afev Trouvez-vous surprenant que 95 % des Français souhaitent faire de la jeunesse l'une des priorités de la prochaine présidentielle.

DR Non, car c'est une réalité. Une société qui se vante de faire plus d'enfants que les autres n'aimera jamais avouer qu'il existe un problème avec ses jeunes. (...) Or la politique doit bel et bien faire ce qu'il faut, dans son domaine : accélérer le renouvellement des générations, faciliter les initiatives citoyennes (...) Notre Assemblée nationale, par exemple, est la plus âgée du monde démocratique : la rajeunir, en limitant à trois le

nombre maximum de mandats, ne coûterait pas un seul euro.

Afev D'autres chantiers de réflexion ou d'action ?

DR Une réforme des retraites, bien sûr, pour ne pas trop faire peser cette question sur les jeunes générations. Dans le même ordre d'idées, nous proposons également de faire interdire les déficits publics par la Constitution. Les problèmes de logement et de formation sont également préoccupants : (...) on chasse les jeunes des centres-villes, tandis que les expériences à l'étranger, au cours des études, sont distillées au compte-gouttes. Beaucoup plus de jeunes devraient passer au moins un semestre à l'étranger, au cours de leur formation (...) Aujourd'hui, de bonnes choses sont mises en place, mais il faut en faire beaucoup plus. Par exemple, au Brésil ou en Autriche, la majorité électorale est fixée à 16 ans. Pourquoi ne pas envisager de faire, ici, de même ? On augmenterait, à coup sûr, le poids des jeunes dans la vie politique...

→ NAJAT

VALLAUD-BELKACEM



MAIRE ADJOINTE DE LYON, CHARGÉE
DES GRANDS ÉVÉNEMENTS, DE LA
JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE,
CONSEILLÈRE GÉNÉRALE DU RHÔNE

Afev Que pensez-vous du décalage de perception des Français à l'égard des jeunes en général et des jeunes issus des quartiers populaires ?

Najat Vallaud-Belkacem Ces chiffres illustrent un paradoxe persistant, et qui semble s'approfondir d'année en année : le consensus est très large pour reconnaître la gravité de la crise sociale que traverse la jeunesse, et l'enjeu majeur que cela représente pour le pays, et en même temps, on constate un refus assez net de toute politique spécifique d'amortisseur social ou de réduction directe des inégalités, perçue comme une forme d'assistanat qui aggraverait encore la situation.

C'est un paradoxe de l'opinion qui joue sans doute un rôle assez important dans le blocage des politiques publiques en direction de la jeunesse. Il y a une perception encore très négative, chez les Français, de la capacité des jeunes à se prendre en main. Dès qu'il s'agit du monde étudiant, en revanche, la tendance s'inverse : on sent bien que la notion de mérite, et donc d'équité républicaine devant l'effort, est très présente dans cette perception de la situation.

Afev Les Français interrogés reconnaissent la jeunesse comme « un atout pour la société », mais l'accuse d'être désinvestie... Qu'en pensez-vous ?

NVB Là encore, je constate une profonde inadéquation entre les qualités que l'on reconnaît volontiers à la jeunesse d'une manière générale, et la place qu'on lui accorde concrètement dans la société. C'est une forme d'hypocrisie collective. Ne pas considérer la jeunesse comme notre principal

levier pour construire la société de demain n'est pas seulement une injustice, mais constitue un immense gâchis sur le plan économique et social, mais aussi sur un plan politique et culturel, au sens le plus large.

L'essentiel des choix stratégiques, notamment, qui auraient dû préparer la France à devenir une société de la connaissance basée très largement sur un haut niveau d'éducation, d'enseignement et de formation n'ont pas été faits depuis plusieurs décennies. Les jeunes en sont parfaitement conscients lorsqu'ils s'inquiètent, par exemple, de ce que valent leurs diplômes, ou du sort qui leur est réservé dans les entreprises en début de carrière. Nous parlons en effet d'une génération

Une perception encore très négative de la capacité des jeunes à se prendre en main.

qui, globalement, a fait des études, obtenu des diplômes, fait un certain nombre de sacrifices pour s'adapter aux « réalités » et qui, aujourd'hui, n'arrive pas à accéder au marché du travail, ne parvient pas à s'installer et à progresser socialement, ne peut pas se loger convenablement, et n'entrevoit qu'une perspective de déclassement pour la suite : santé, éducation des enfants, pouvoir d'achat, retraites. On comprend, que dans un tel contexte, les jeunes sachent faire preuve de créativité et de souplesse... mais cela explique aussi une certaine forme de réticence à s'investir dans une société qui, elle-même, ne lui fait pas entièrement confiance lorsqu'il faut passer à l'acte.

Afev La quasi-totalité de l'échantillon souhaite faire de la question de la jeunesse l'un des enjeux majeurs de la prochaine présidentielle. Selon vous, la sphère publique est-elle déconnectée de la jeunesse ?

décrochent un emploi, même stable, dont les salaires sont largement revus à la baisse. Ceci renforce les inégalités salariales : le salaire moyen des moins de 30 ans n'a rien à voir avec le salaire moyen des quadra- et quinquagénaires, comme l'a analysé Louis Chauvel. Les jeunes sont donc courageux parce que la société leur est hostile.

Un réel sentiment d'urgence !

Afev Comment lutter contre ces inégalités ?

OF Pour réduire les inégalités internes, entre les jeunes, il s'agit de rompre avec l'égalitarisme formel de la République française, qui incite à « donner la même chose à tout le monde » plutôt qu'à donner plus à ceux qui ont moins – l'égalité réelle. Ceci vaut pour l'école, par exemple : la règle, qui n'est d'ailleurs par respectée, veut que toutes les écoles suivent les mêmes programmes, disposent des mêmes professeurs, etc. Or il faut au contraire concentrer les moyens sur les ZEP et créer, par exemple, des « professeurs volants » - non affectés à une classe mais susceptibles de concentrer leurs efforts sur les élèves qui en ont le plus besoin. (...)

Afev Et contre les inégalités intergénérationnelles ?

OF Il faut corriger ce que les politiques ont fait ces dernières années, en concentrant les moyens

NVB A Lyon, je pilote la politique municipale en direction des jeunes, notamment à travers un réseau très dense et très actif de 28 MJC et Centre Sociaux, dont beaucoup sont implantés dans des territoires prioritaires pour la politique de la ville. C'est là que se font les expérimentations tous les jours. J'encourage toutes les initiatives innovantes, car personne ne détient la bonne recette pour sensibiliser les jeunes et faire reculer les inégalités. Nous sommes nombreux à agir ainsi au niveau local, avec les moyens dont nous disposons, mais ce qu'il faut surtout pour construire une politique de la jeunesse à la hauteur des défis, c'est un minimum de constance dans le cap fixé au niveau de l'Etat.

Cette improvisation permanente, cette instabilité chronique des objectifs à réaliser, cette incapacité à tenir plus de deux ou trois mois un engagement avant d'en prendre d'autres, parfaitement contradictoires les uns avec les autres, restera d'ailleurs comme une signature du sarkozysme comme mode de gouvernance. On sait ce que cela donne pour les services de l'Etat et les grands corps de la fonction publique, dans presque tous les domaines. On sait moins les conséquences désastreuses que cette façon de faire peut avoir sur les acteurs de terrain, et notamment les associations - qui ont à peine le temps d'investir dans la mise en œuvre d'une action qui leur a été confiée que les financements ont disparu pour aller financer une nouvelle priorité. (...)

A l'échelle des villes, départements et régions, nous faisons beaucoup, mais nous ne pouvons nous substituer à l'Etat, pour des raisons financières mais aussi pour des raisons de principe - ne serait-ce que pour assurer une égalité de traitement sur le territoire national. Dans ce contexte, oui, bien sûr, la jeunesse doit être au cœur de l'agenda politique des prochaines années : il faudra être capable d'imposer un débat à la bonne hauteur de vue, pour que les solutions à mettre en œuvre soient à la mesure des enjeux.

sur les jeunes et en renversant la logique de la politique publique. Prenez l'emploi. Contre la prolifération des stages, il serait bon de moduler les taux de cotisation sociale, de donner des objectifs prioritaires à Pôle Emploi (à destination des jeunes comme des seniors), réserver une proportion d'emplois aidés aux seuls jeunes et seniors... Quant à la politique sociale, elle constitue aujourd'hui un marqueur d'inégalités entre générations : un Français de plus de 60 ans touche un minimum social de retraite de 708 euros ; entre 25 et 60 ans, le RSA s'élève à un peu plus de 400 euros ; et en-dessous de 25 ans, les Français ne touchent... rien. Nous prônons la mise en place d'un RSA global, dès 18 ans, et une allocation d'autonomie pour les étudiants.

(...) Enfin, en ce qui concerne la politique fiscale, il faudrait remettre en cause le quotient familial qui favorise les couples, et réfléchir à l'instauration d'une CSG jeunes : les retraités bénéficient en effet d'une fiscalité dérogatoire (...) alors pourquoi pas les jeunes ? (...)

Il faut qu'on cesse de faire peser le remboursement de la dette sur les générations futures. (...) Aujourd'hui, le taux de la CRDS s'élève à 0,5 % - il suffit de l'augmenter pour augmenter la vitesse de remboursement. Cela coûte de l'argent mais cet argent existe : chaque année, 80 milliards d'euros sont transmis, en transferts familiaux, des grands-parents vers leurs enfants ou petits-enfants. L'idée serait, par l'impôt, de prendre un peu de cet argent, consacré aux solidarités familiales, pour en mutualiser une partie...

→ OLIVIER FERRAND



PRÉSIDENT ET
FONDATEUR DE TERRA NOVA

Afev Quel chiffre vous a particulièrement frappé ?

Olivier Ferrand Sans hésiter, le fait que 95 % des sondés veulent faire de la jeunesse une priorité politique pour la prochaine présidentielle. C'est une très bonne chose, qui rejoint tout à fait notre avis : il faut investir dans notre jeunesse. Ce chiffre, énorme, est également nouveau : on y décèle un réel sentiment d'urgence. Deux autres réactions : D'une part, les inégalités entre les Français s'accroissent fortement. Or, ces inégalités sont des inégalités de départ, à la naissance, liées au quartier, à la famille... Et elles touchent en premier lieu la jeunesse, dans tous les domaines. D'autre part, les jeunes sont perçus comme « courageux ». Pourquoi ? Parce que la société, pour lutter contre la crise, a transformé les « entrants » en variable d'ajustement systématique, pour protéger les « insiders ». On fait peser la crise sur les nouveaux entrants. Un exemple concernant l'emploi : le taux de risque de perdre un poste en CDI, aujourd'hui, est inférieur à 2 % par an - ceux qui sont en place le restent, en général. En contrepartie, 80 % des entrées en emploi se font sous forme de CDD ou de stages. De la même façon, comme il est impossible de faire baisser les salaires des personnes en poste, ce sont ceux qui



→ PATRICK FAUCCONNIER

JOURNALISTE AU NOUVEL OBSERVATEUR, AUTEUR DE *LA FABRIQUE DES MEILLEURS* [SEUIL, 2005].

Afev Que vous évoque ce sondage ?

Patrick Fauconnier Plus d'un Français sur quatre a une image plutôt négative des jeunes. C'est un chiffre très élevé, qui semble accréditer l'idée que « La France n'aime pas sa jeunesse ». La jeunesse, c'est aussi le futur, l'avenir. La France passe son temps dans des célébrations du passé et l'ouverture de musées. Vieux pays de culture rurale, nous manquons d'appétit en l'avenir, avançons avec (...) que, depuis 1973, nous serions « en crise » - alors que nous sommes simplement dans un monde qui change, comme il l'a toujours fait ! Les Français croient que beaucoup de jeunes manquent de pêche, d'optimisme. En fait, ils ne sont que le reflet d'une société rongée par trop d'injustices.

Pendant 50 ans, de 1960 à 2010, le pays n'a pas investi dans un grand campus ! Nous avons trouvé l'argent pour construire un grand opéra, un grand Louvre, une « grande arche » à La Défense, un grand stade, un porte-avions, mais pas pour un grand campus. L'opération Saclay sera la première du genre depuis l'édification de campus comme Grenoble ou Jussieu. Alors que sur la ZAC Rive Gauche à Paris, là où on a fait la « grande » bibliothèque, il y avait un emplacement rêvé pour un méga campus urbain qui aurait attiré des jeunes de toute la planète. (...)

“ Il existe bel et bien des jeunesses. ”



→ JEAN-JACQUES GORON

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL
ADJOINT DE LA FONDATION
BNP PARIBAS

Afev De manière générale, que vous évoque ce sondage ?

Jean-Jacques Goron Ce sondage apporte des chiffres nouveaux et confirme finalement ce dont nous étions déjà tous plus ou moins persuadés : il existe bel et bien des jeunesses. La jeunesse dans son ensemble, celle dont les Français ont une image positive parce qu'elle est courageuse, a du mérite et parce qu'il s'agit de la jeunesse qu'ils côtoient. Et la jeunesse issue des quartiers dits « sensibles », celle dont 61 % des Français déclarent avoir une image plutôt ou très négative...

Il révèle que malgré les efforts des collectivités, de l'Etat ou des entreprises, l'image des quartiers dits « sensibles » et des citoyens qui en sont issus

Le reflet d'une société rongée par trop d'injustices.

Afev Les jeunes sont-ils créatifs et égoïstes ?

PF Pour 81 % des répondants, les jeunes sont inventifs et créatifs. Un beau score, aussitôt remis en cause par le fait que seulement 59 % trouvent qu'ils se prennent en main et que 46 % les trouvent irresponsables - 63 % considérant qu'ils ne sont pas respectueux des règles. C'est très sévère, une sorte de lamento sur le mode « les jeunes sont démobilisés, passifs... » (...) L'école ne les prépare pas à se montrer actifs et entreprenants. Beaucoup sont désabusés. (...) A travers les critiques, plutôt que du vécu, c'est une crainte et un fantasme qui sont exprimés. Trouvant que la société est injuste avec eux, les jeunes semblent rebelles - mais il est évident qu'ils sont prêts à donner beaucoup. Des initiatives comme Unis Cités et le service civil sont à développer.

Afev La conscience des inégalités transparait également dans le sondage.

PF C'est la traduction réaliste d'une réalité ! Que l'école ne soit plus considérée comme un réducteur d'inégalités et un ascenseur social est évident, hélas. (...) L'école française élimine trop précocement, a totalement raté l'apprentissage des fondamentaux (lire, écrire, compter) dans le Primaire, et on le paye très cher. Des milliards qui auraient été investis dans le Primaire auraient sûrement évité des milliards de dégâts en délinquance, méfaits de la drogue, « Centres d'éducation renforcée », etc. Il faut d'urgence forcer sur le primaire, afin que les choses se passent mieux au collège. Cesser d'organiser l'école comme une raffinerie qui sélectionne par l'échec, et en faire une pépinière où les profs sont des coaches et aident à réussir. (...)

reste mauvaise. Or, cette image est un véritable handicap pour la vie professionnelle ou sociale de ces citoyens. Nous devons donc nous mobiliser davantage et continuer nos efforts.

Afev 84 % des Français trouvent que les jeunes n'ont pas toutes les mêmes chances de réussir socialement. Sur les terrains de l'insertion professionnelle ou de la réussite scolaire, comment pensez-vous qu'il serait possible de réduire ces inégalités ? Que faites-vous, à votre niveau, pour y parvenir ?

JJG Depuis de nombreuses années, BNP Paribas, au travers de sa Fondation notamment, a fait de la question de l'égalité des chances en matière d'éducation et de l'insertion un axe fort de sa politique de mécénat. Le Groupe a su s'engager auprès de nombreuses associations, écoles ou collectivités pour accompagner et encourager leurs actions dans ce domaine. Nous partageons, par exemple, certaines des préoccupations du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, autour de l'éducation des jeunes du département et de leur ouverture au monde extérieur, au-delà des quartiers. Nous participons avec eux à un programme ambitieux de financement de voyages scolaires, organisés par les collèges du département. Depuis le début du programme, en 2010, plus de 8400 collégiens en ont déjà bénéficié.

Nous sommes également engagés aux côtés des Instituts d'Etudes Politiques sur leur programme « Egalité des chances », qui permet chaque année à 1200 lycéens issus de milieux défavorisés

Afev Un mot de conclusion ?

PF Que la jeunesse soit l'une des priorités de la prochaine élection, pour 95 % des répondants, est un plaisant constat, qui ne coûte pas cher. Hélas, l'histoire montre que la réponse aurait été la même il y a 40, 30 ou 20 ans. Pourtant, il ne fut tenu aucun compte de cet impératif.

Un exemple : en 1994, après que 500 000 jeunes aient envahi la rue (...), le gouvernement calma la colère en lançant une méga-consultation nationale auprès d'eux. 1 300 000 réponses remontèrent au ministre, qui alimentèrent une sorte de « cahier de doléances » géant, encore totalement d'actualité (...) Michel Fize, directeur de recherche au CNRS, fut chargé de dépouiller ce matériau (...), et le tout fut publié dans un beau livre, *Génération Courage*. Qu'arriva-t-il ? Chirac fut élu en 1995, exécutif Balladur, et tout ce travail partit à la poubelle. Depuis, il y a encore une ou deux révolte(s), type CPE, montrant qu'en haut lieu, on a du mal à appréhender ce sujet.

Les jeunes sont par nature perçus comme des casse-pattes : ils demandent des choses qui bousculent les ordres établis. Cette fonction (...) est nécessaire au progrès d'une société, quelles que soient les réponses apportées aux demandes de changement. Les jeunes sont le poil à gratter de la société, ils sont comme les enfants dans une famille : chaque fois qu'ils posent une question dérangeante, c'est une bonne question. Le premier - mauvais - réflexe des parents est de tenter d'éviter la question. Soyons plus justes avec les jeunes. Quand c'est la guerre, on n'hésite pas à les envoyer au front. Pourquoi, dans la bataille économique, les laisse-t-on au chômage ? Le plus grand conquérant de l'histoire, Alexandre Le Grand, est mort à 33 ans. C'est l'âge auquel, chez nous, les jeunes commencent à peine à être indépendants.

de bénéficier d'une préparation au concours commun des six instituts en France.

Enfin, aux côtés de l'Afev, depuis une quinzaine d'années, nous soutenons le développement des activités de l'association dans les quartiers populaires et, grâce à notre réseau de partenaires, permettons à plusieurs centaines d'élèves suivis et d'étudiants bénévoles de découvrir la richesse des musées, de participer à de grands événements sportifs et de se projeter dans un parcours professionnel en leur permettant de rencontrer des collaborateurs du groupe.

Pour les nombreuses initiatives que nous soutenons, nos appuis ne peuvent évidemment pas compenser l'engagement public mais, en le complétant, encourager davantage ceux qui en sont à l'origine. Ils rappellent également qu'une entreprise, qui appartient donc à la sphère privée, est aussi capable de s'engager dans une démarche de responsabilité sociale, au-delà de son cœur de métier.

Afev Enfin, la presque totalité de l'échantillon (95 %) estime qu'il est important de faire de la jeunesse l'une des priorités pour la prochaine élection présidentielle. Ce chiffre vous étonne-t-il ?

JJG Il ne nous étonne pas et il nous semble que c'est un signe positif. L'avenir des jeunes constitue l'une des préoccupations importantes des citoyens ; les nombreuses questions soulevées, à propos notamment de l'égalité des chances en matière d'éducation ou d'insertion professionnelle, méritent toute l'attention des futurs candidats à l'élection présidentielle.



“On exige des jeunes beaucoup de vertus dont manque la société.”

→ EMMANUEL DAVIDENKOFF

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DE L'ETUDIANT, CHRONIQUEUR SUR FRANCE INFO.

Afev 95 % des Français souhaitant faire de la question de la jeunesse une priorité politique, ça vous surprend ?

Emmanuel Davidenkoff Si cela signifie que 95 % des Français craignent pour l'avenir de leurs enfants, non. Il n'y a qu'à constater, depuis quelques années, l'omniprésence des parents, voire des grands-parents, sur des salons comme le Salon de l'Etudiant. Au début des années 90, ils s'investissaient moins personnellement.

En revanche, je serais surpris d'apprendre que ces sondés considèrent, en répondant, la jeunesse en tant que quantité sociologique et politique. En effet, ce sujet n'est pas très identifié, institutionnellement.

Afev Pourtant, leur perception de la jeunesse s'avère bien plus sévère lorsqu'ils considèrent, en particulier, celle issue des quartiers populaires...

ED Et pour cause. Quand on parle des jeunes dans l'actualité, on parle toujours de ceux des banlieues, sous l'angle de la délinquance. Et les étudiants ne sont mis à l'honneur qu'à l'occasion de leurs manifestations. Des jeunes entrepreneurs, on ne dit rien. Un peu après les émeutes de 2005, les médias misaient sur le positif, envoyaient des journalistes en banlieue, qui y ont découvert, aussi, des éléments encourageants : des associations, une activité, qu'ils ignoraient auparavant. Aujourd'hui, tout le monde

a repris ses mauvaises habitudes. Il faudrait assurer une réelle visibilité médiatique à tous les jeunes, dans le tout-venant de l'information. A ceux des banlieues comme aux autres, et pas seulement quand ils « cassent » ou grognent.

Afev Le lieu d'habitation apparaît également comme une variable décisive dans les réussites inégales entre jeunes...

ED Il existe une sorte d'assignation à résidence pour les jeunes des quartiers. Et cette dimension spatiale joue également au niveau des classes moyennes qui, à la différence de ce qu'elles ressentaient il y a encore quinze ans, n'ont plus confiance en les moyens qui leur sont proposés sur leur lieu de résidence. Il en découle une stratégie massive de déplacement vers les quartiers les plus réputés, y compris en termes d'éducation, qui repose la question de la carte scolaire.

Afev Seul un Français sur deux trouve les jeunes responsables et investis dans la vie sociale ou locale. Comment expliquez-vous ce chiffre ?

ED Il y a un fond de réalité, puisqu'on constate, chez les jeunes, une montée de l'individualisme. Pas forcément un individualisme solitaire, plutôt un regroupement entre pairs sur des affinités culturelles... Pour autant, avant de les juger, les adultes devraient aussi regarder les modèles de

réussite qu'ils proposent. L'individualisme est général, et on exige des jeunes beaucoup de vertus dont la société manque. Pas très fair-play.

D'ailleurs, dès que des cadres de mobilisation leur sont proposés, les jeunes s'y inscrivent massivement. Il y a une nette corrélation entre la valorisation par les institutions de l'investissement et la réalité de l'investissement de la jeunesse.

Afev Comment améliorer la situation ?

ED Certainement pas en isolant la jeunesse par rapport à l'ensemble de la population, mais en recréant, au contraire, l'envie du vivre ensemble, au moyen d'une politique volontariste favorisant, en particulier, la mixité sociale. Il est insuffisant de se contenter d'introduire en banlieue des « capteurs », chargés de repérer les éléments les plus prometteurs pour les accompagner, par exemple, vers les Grandes Ecoles – un rôle tenu, autrefois, par le curé ou l'instituteur.

Il faudrait éviter, aussi, de renvoyer sans arrêt les jeunes à leur jeunesse : on ne parle jamais d'un « jeune sportif », mais toujours d'un « jeune entrepreneur » - or un entrepreneur est un entrepreneur, quel que soit son âge. Faisons leur pleinement confiance, sous réserve de leurs compétences bien entendu, et faisons les émerger dans les paysages médiatique ou politique...



“En finir avec cette idéologie terrible de l'égalité des chances.”

→ PHILIPPE MEIRIEU

CHERCHEUR, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION JEUNESSE DE L'ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE (ARF)

Afev Que pensez-vous du décalage de perception entre l'ensemble des jeunes et ceux issus des quartiers populaires ?

Philippe Meirieu Il souligne un décalage de réalités objectives : le chômage des jeunes s'élève à 23 %, et jusqu'à 40 % dans les quartiers populaires ; 30 à 40 % de ces derniers n'ont ni formation ni emploi, contre 8 à 9 % des jeunes en général. En résulte une situation d'errance, augmentant les risques sociaux de dérapages, d'actes répréhensibles, et donc l'aggravation des représentations.

Les quartiers populaires ont été largement abandonnés par les services publics – la régulation sociale n'y est plus à l'œuvre (...) Les jeunes eux-mêmes n'en sont pas responsables : nous avons mis à l'écart une série de territoires. Ajoutez à cela que notre société et toute notre économie entretiennent les jeunes dans la « toute puissance » : la surchauffe publicitaire et l'incantation consommatoire font des jeunes des cœurs de cible d'autant plus vulnérables qu'ils n'ont pas un environnement éducatif exigeant. Les adultes sont responsables de ce double mouvement de désertion politique des « Cités » et de surchauffe consommatoire de leurs jeunes.

Lorsque l'on tente de mettre en place, comme en région Rhône-Alpes, un plan pour les « jeunes en errance », on ne peut que constater à quel point tous les acteurs de la chaîne sont au bord de l'asphyxie. Il faut en finir avec cette idéologie terrible de « l'égalité des chances » et donner vraiment plus à ceux qui

ont le moins, plutôt que d'arroser là où le sol est déjà mouillé. L'égalité des chances, la Française des Jeux est là pour ça ! Arrêtons de faire semblant de croire, aussi, que l'émergence d'un Einstein en Seine-Saint-Denis sauvera tout le 93.

Afev Les sondés parlent tantôt de courage et de mérite, tantôt du poids des médias...

PM Concernant le mérite, ils font preuve d'une forme de lucidité : les jeunes sont mal accueillis, systématiquement précarisés par leurs aînés, qui conservent leurs places sans partage. A ma connaissance, jamais une société n'a fait un si mauvais sort à sa jeunesse. Or si elle ne leur offre aucune place, comment voulez-vous que les jeunes se sentent investis dans la vie citoyenne ? D'une certaine façon, en les laissant sur le seuil, on les pousse à s'exclure.

Quant aux médias, en plus de passer sous silence ou de caricaturer, en les folklorisant, les initiatives positives nées dans les quartiers populaires, ils s'avèrent toxiques pour l'enfance et la jeunesse : ils les invitent à « faire leurs caprices » en permanence pour faire marcher le commerce et véhiculent, à travers des programmes comme la télé-réalité, une idéologie du maillon faible particulièrement ravageuse.

Afev Les Français semblent conscients des inégalités entre jeunes. Une bonne nouvelle ?

PM Au-delà de cette belle prise de conscience,

l'éducation des jeunes nécessite des actes, pour éviter que la fracture ne se creuse entre ceux qui naissent avec une panoplie de bon élève au pied de leur berceau et ceux qui semblent voués à l'échec. Des choix difficiles doivent être opérés, en abandonnant ce court-termisme si mortifère en politique, dont nous risquons longtemps de payer les pots cassés : souhaite-t-on investir d'abord dans les « écoles d'élite » ou dans les collèges difficiles ? Comment ne pas voir que la suppression de la formation pédagogique des enseignants compromet notre système scolaire pour 40 ou 50 ans ? Va-t-on prendre le même retard, concernant la politique de la jeunesse, que celui dont nous ne réalisons qu'aujourd'hui l'ampleur, en termes d'environnement et de développement durable ? Plus l'action porte sur des populations exclues, plus elle coûte cher, c'est un fait. Il faut donc se donner les moyens. Le choix d'éduquer tous les jeunes nous impose de sacrifier quelques-unes de nos satisfactions immédiates et personnelles.

Je reste d'ailleurs surpris que 5 % des Français continue à penser que la question de la jeunesse n'est pas une question politique fondamentale, une réelle question d'avenir. A condition de valoriser les activités intergénérationnelles plutôt que de se satisfaire d'une juxtaposition de « tubes » séparés, imperméables les uns aux autres. On peut espérer un jour que de tels sondages sur la perception des uns par les autres seront inutiles - puisque les échanges seront rétablis et se feront en direct.

“ La vocation de la jeunesse est-elle de s'adapter au monde, ou de le changer ?

→ **MARC HATZFELD**

ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'EHESS, AUTEUR DE *LES LASCARS, UNE JEUNESSE EN COLÈRE* [AUTREMENT, 2011]

Afev Que pouvez-vous nous dire de cette différence qui transparait, dans le jugement des Français, selon qu'ils considèrent les jeunes en général ou les jeunes issus des quartiers populaires ?

Marc Hatzfeld C'est l'expression d'un malentendu entre la jeunesse populaire française et le reste de la société – un malentendu né des agissements d'une génération de politiques, relayés par l'appareil médiatique. Dans les années 80, TFi la première se lance dans une logique du fait divers et des petits faits de société qui entraîne une spirale de stigmatisation de la jeunesse populaire. Dans cette campagne politique et médiatique, la peur du peuple et le racisme se superposent – un racisme qui n'est pas forcément lié à la couleur de peau : les Antillais, les Algériens, aujourd'hui les Roms subissent un racisme exemplaire, construit par la classe politique, auquel les Tamouls, par exemple, sont moins soumis. Le tout facilité par le silence des lâches.

Afev Les jeunes des quartiers, tous délinquants, dans ce discours ?

MH Il faut rester très prudent quand on aborde ces questions mais, d'une certaine manière, on peut dire qu'il y a quelque chose de vrai dans ce constat : il est très difficile de vivre correctement, dans un milieu populaire et dans une société qui prône un certain confort de vie, sans se mettre en délicatesse avec la loi. Il faut se débrouiller, bien sûr, et la loi est ainsi faite qu'on ne peut pas faire autrement. Je parle ici d'abord d'une délinquance de nécessité : pour se respecter soi-même, disposer de nourriture, de vêtements, d'un habitat... Il ne s'agit pas d'accéder au luxe. C'est mon constat. Il faut bien entendu punir les abus, mais ne pas oublier qu'il s'agit bel et bien d'une réalité sociale. Mais attention, je ne parle pas ici de casser des abribus, j'évoque bien la nécessité. Par ailleurs, si l'on considère que la jeunesse populaire vient en grande majorité d'une immigration plus ou moins récente, il est rare que les individus considérés ne soient pas, d'une manière ou d'une autre, en retard d'un papier, dans l'impossibilité de fournir une preuve, à la limite de la légalité... Cela correspond à cet « illégalisme passif » dont Foucault signalait qu'il enferme les gens de catégories populaires dans la délinquance avant même qu'ils agissent.

Afev 77 % des Français estiment tout de même que les jeunes s'adaptent facilement...

MH C'est vrai, mais on peut se poser la question à l'inverse : la vocation de la jeunesse est-elle de s'adapter au monde tel qu'il est ou plutôt de le changer ?

Afev Vous parlez de se respecter soi-même. Comment comprenez-vous le fait que 39 % des Français disposant d'une mauvaise image de la jeunesse la déclarent « irrespectueuse des règles » ?

MH Dans les quartiers bourgeois, on parle d'un respect vertical, des humbles envers les puissants, des ignorants envers les savants, des jeunes envers les vieux, garant d'un conservatisme du système. Dans

les quartiers populaires, le respect est une valeur qui agit aussi bien en interne (entre les différentes cultures, par exemple) que dans le sens d'une demande de considération de la part de la société toute entière. Beaucoup de jeunes des quartiers populaires se sentent l'objet de vexations et d'humiliations de la part des politiciens, des policiers ou de certains enseignants. Ils peuvent se faire fouiller trois fois par jour, les bras levés, le front contre le mur. Ils demandent seulement qu'on les respecte. Pourquoi ne se pose-t-on pas la question de la fouille des jeunes lycéens issus des quartiers bourgeois, qui ne sont pas forcément en reste en termes de substances illicites ?

Afev Dans les propos des acteurs publics, également ?

MH Un homme politique pris sur le fait d'avoir laissé échapper des remarques insultantes devrait prendre la décision, par lui-même, de se démettre de son poste. Les gens que j'ai rencontrés au cours de mes enquêtes, dans les quartiers populaires, font preuve d'une grande politesse, scrupuleuse et sourcilieuse mais qui, en contrepartie, s'avère exigeante en sens inverse.

Afev Comment pourrait-on, selon vous, contribuer à améliorer la situation ?

MH D'abord, il faut faire cesser l'ostracisme constant à l'égard de la jeunesse populaire. Ensuite, reconnaître, sans condescendance ni par petites touches, que les jeunes sont porteurs d'une culture propre : les arts de la rue, pour ne citer qu'eux, sont plus portés par la jeunesse que par la « rue », et peu valorisés. Il est important d'apprendre à reconnaître et à intégrer dans les cursus scolaires ou professionnels, certaines compétences propres aux trajectoires personnelles des individus : les gens des milieux populaires, par exemple, ont une expérience de vécu bien plus forte que les autres – ils se sont souvent construits dans l'aventure du passage d'un milieu à un autre, se constituant ainsi un vrai capital social, renforçant leur esprit d'initiative, leur sens du collectif... Et que fait-on de ces qualités ? Rien.

Afev Et concernant l'accès à l'emploi ?

MH On ne traite pas correctement la question de l'inactivité des jeunes quand on l'aborde exclusivement par le chômage et l'emploi. Beaucoup de jeunes, filles ou garçons, issus ou non des quartiers populaires, refusent la condition salariale française, ou s'y résignent en traînant les pieds. Pour autant, ils sont nombreux à disposer d'un réel esprit d'entreprise, sous des formes très variables en termes de secteurs d'activités, de méthodes, de rapport au collectif, à la loi, etc. Et notre pays passe à côté de cette énergie, parce qu'à force de se déclarer « capitaliste », la France a oublié qu'elle était plutôt un pays de gestionnaires, préoccupés avant tout par la protection des rentes de situation que par le souci de stimuler un véritable esprit d'entreprise. Dans ces conditions, la jeunesse comme l'innovation, dérangeant.

Jeunes et inégalités : 20 personnalités s'expriment

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES ENTRETIENS SUR NOTRE SITE

WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG



Les gens craignent la jeunesse sauf quand ils la fréquentent.

→ JOY SORMAN

ÉCRIVAIN, CO-AUTEUR AVEC FRANÇOIS BÉGAUDEAU DE *PARCE QUE ÇA NOUS PLAÎT : L'INVENTION DE LA JEUNESSE* (LAROUSSE, 2010)

Afey Que vous inspire ce sondage ?

Joy Sorman Cela ne va pas vous faire plaisir, mais je ne crois pas aux sondages (...) Cela me paraît un outil obsolète. Ici, on lit que les Français ont peur des jeunes, moins de ceux qu'ils connaissent que de ceux qu'ils ne connaissent pas, et plus de ceux des quartiers populaires que des mieux intégrés... (...) Ces résultats auraient sans doute été les mêmes en 1834 ! Les gens craignent la jeunesse de tout temps, sauf quand ils la fréquentent.

Lorsque les Français parlent des jeunes, ça ne va jamais : s'ils restent chez eux (...), on a peur qu'ils se ferment sur eux-mêmes, qu'ils finissent par se suicider sur fond de musique gothique ! S'ils sortent en groupe, on craint la délinquance, la baston, la casse ! Finalement on ne les prend jamais au sérieux et surtout on s'inquiète systématiquement pour eux.

Afey Qu'est-ce que la jeunesse ?

JS La jeunesse incarne et porte une forme de désordre – c'est son « métier », en quelque sorte. Elle a toujours constitué une force de subversion. Les révoltes en Tunisie, en Egypte, en Libye en ce moment le confirment encore. Qui plus est, ces révolutions se font avec les outils de la jeunesse : Internet ou Facebook, qui ont fédéré les révolutionnaires. Bien loin du rôle abrutissant qu'on prête trop souvent à ces outils technologiques.

Afey Pourquoi fait-elle peur ?

JS Aujourd'hui, à la peur de la jeunesse s'est greffée une peur de l'étranger, de l'immigré, elle-même combinée à une forme de haine du peuple. Le jeune contemporain est souvent précaire et issu de l'immigration, il combine tous les handicaps, suscite tous les rejets. Ainsi, les banlieues-ghettos dans lesquelles on a parqué la jeunesse constituent des concentrés de

« menaces » aux yeux des vieux mâles blancs réactionnaires qui nous gouvernent.

Afey Comment comprenez-vous le fait que 95 % des Français souhaitent une présence de la question de la jeunesse dans les débats politiques ?

JS Ce n'est pas nouveau et ça ne mange pas de pain de le dire (...) A gauche, on s'inquiète pour le jeune. A droite, on s'inquiète du jeune. Dans tous les cas, il s'agit d'inquiétude. Pour les politiques, il s'agit de récolter les voix jeunes, qui sont les plus abstentionnistes. Pour les citoyens, il s'agit d'énoncer une évidence. Pour autant, ces belles paroles n'ont aucune effectivité : combien de ceux qui déclarent cela (...) n'emploient aucun jeune dans leurs entreprises, refusent de leur louer des appartements ? Je veux des faits, pas des discours ni des déclarations d'intention.

Afey Quelles bonnes pratiques ressortent de ces beaux discours ?

JS Du côté du pouvoir, je citerais Martin Hirsch – le seul à agir concrètement, selon moi : l'instauration du RSA, lorsqu'il était Haut-commissaire, voila un acte politique réel. Du côté des jeunes, je ne pense pas qu'ils soient dépolitisés comme on l'entend souvent, mais ils inventent de nouvelles formes d'action et de participation politiques : (...) Jeudi Noir ou Génération Précaire jouent un rôle concret, puissant. Ils travaillent à de nouveaux modes d'habitat collectif, militent pour que les stages soient soumis au droit du travail. Le cas de Julien Bayou [Fondateur de Jeudi Noir et de Génération précaire, devenu conseiller régional d'Ile de France en 2010] prouve que les jeunes peuvent infiltrer la vie politique par des biais associatifs et collectifs différents, et se montrer matures politiquement.



Je vois mal comment le débat présidentiel pourrait échapper à cette question.

→ JEAN-CLAUDE RICHEZ

COORDINATEUR DE LA MISSION « OBSERVATION & EVALUATION » DE L'INJEP

Afey Que pensez-vous des résultats de cette étude ?

Jean-Claude Richez Une ambiguïté apparaît, qui semble distinguer les jeunes – dont l'image serait négative – et la jeunesse qui, elle, reste une notion affectée positivement. Ces résultats illustrent une tension entre ces deux notions. La bonne nouvelle, c'est que les Français, dans leur majorité, font confiance aux jeunes. Mais il découle de cette confiance une lourde charge, qui pèse sur leurs épaules : 88 % des sondés estiment que pour s'en sortir, les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes...

Afey Cela marque-t-il une rupture ?

JCR Oui, puisque du fait de la démission des plus âgés, par rapport à l'avenir, toute la société s'en remet aux plus jeunes. On attend beaucoup de ces derniers qui, de leur côté et d'après les enquêtes et sondages réalisés sur le sujet, apparaissent à la fois très pessimistes quant à leur futur, et très conscients de leur rôle d'acteurs capables. Les jeunes n'ont pas capitulé sur l'avenir, ils pensent pouvoir agir et se sentent acteurs : « optimisme de la volonté et pessimisme de l'intelligence » coexistent.

Afey Que dire de la perception des jeunes issus des classes populaires ?

JCR 61 % des sondés ont une image négative de ces jeunes en particulier. On les associe aux quartiers d'immigration, à la précarité, à des stéréotypes : il seraient « fainéants, drogués, délinquants ». Une fracture importante existe donc, entre « bons » et « mauvais » jeunes, tandis que les plus âgés ne veulent plus assumer la solidarité entre classes d'âge. La responsabilité en revient aux médias, qui colportent et diffusent ces stéréotypes négatifs. Heureusement, ces dernières années, cette revendication est portée de façon

réelle par des entités, comme l'Anacej avec la campagne « Stop aux clichés », tandis que se multiplient des associations et groupements de jeunes, et que se développent des initiatives d'auto-médiation, comme le Bondy Blog.

Afey Que pensez-vous du sentiment « d'irrespect » des jeunes ?

JCR Les jeunes et le reste de la population ne se font pas la même idée du respect – notion contractuelle ou au contraire obligation transcendante. Quand ils parlent de « respect », les jeunes expriment une volonté de réciprocité, comme s'ils disaient : « ce n'est pas parce que nous sommes jeunes, pauvres, etc., que nous méritons moins le respect que les autres. »

Afey La priorité politique de cette question fait pourtant l'unanimité...

JCR La question de la jeunesse doit être inscrite à l'agenda politique, c'est certain. Et, à travers elle, la question du rapport entre les générations. Avant la présentation d'un livre vert, le 7 juillet 2009, par Martin Hirsch et la Commission sur la politique de la jeunesse, il n'y avait pas eu de débat sur la jeunesse, au Parlement, depuis quinze ans, en fait depuis le « questionnaire Balladur » (1994). Mais cette problématique s'exprime également à d'autres niveaux, comme à celui des municipalités (la jeunesse est la première préoccupation des maires, d'après le sondage réalisé à l'occasion du salon des maires) ou au sein des « think tanks » comme Terranova ou la Fondapol. A l'INJEP, nous avons également réorienté nos axes de travail, en nous ouvrant à des problématiques élargies, non plus liées au seul temps libre mais aussi l'emploi, la santé, etc. La classe politique prend peu à peu conscience de l'importance de cette question, et je vois mal comment le débat présidentiel pourrait y échapper.

→ TÉMOIGNAGES : TROIS JEUNES RÉAGISSENT AU SONDAGE

“Donner sa chance à la jeunesse.



→ GUILLAUME CASSAGNE

26 ANS, ACCOMPAGNÉ PAR LA MISSION LOCALE DE BORDEAUX

Je suis sorti tôt du cursus général, et ai commencé à travailler à 13 ans, dans les vignes, puis dans le commerce du vin. J'ai aussi connu une période de chômage, assez traumatisante. Aujourd'hui, je suis en formation d'adulte.

Il y a des jeunes qui profitent du système, et d'autres qui sont compétents, motivés, volontaires. Mais les Français ne voient que les premiers. Pour les générations d'au-dessus, les jeunes n'ont pas de boulot stable, ils ne font rien, ne construisent rien. Pourtant, il faut voir comme ils nous traitent : ils ne nous donnent pas notre chance.

Ce qui me choque par-dessus tout, c'est que les mentalités ne changent pas vraiment. Aux jeunes, on ne propose que des logements minables et des emplois mal payés. Beaucoup d'étudiants doivent cumuler deux jobs en plus de leurs études, pour joindre les deux bouts. Prenons un cas concret : un étudiant en droit postule pour un premier emploi à un cabinet d'avocats, et on lui demande s'il dispose d'une expérience professionnelle. Bien sûr que non. Mais si les employeurs ne m'embauche pas, comment espèrent-ils que j'acquière une expérience professionnelle ? De la même façon, la plupart des jeunes ne sont pas préparés aux entretiens d'embauche : c'est le casse-pipes assuré.

Le gouvernement doit ouvrir les yeux, et c'est pour ça qu'on tape fréquemment du poing sur la table. Les manifestations d'étudiants, par exemple, c'est une très bonne chose. Le jeune, aujourd'hui, il n'a pas terminé ses études qu'il en a déjà lourd sur les épaules.

“Les parents s'inquiètent pour leurs enfants, les jeunes pour leur avenir.



→ JUSTINE DELAUNOIS

18 ANS, ÉTUDIANTE À L'IEP PARIS, MEMBRE DU COMITÉ JEUNES DE L'ANACEJ

Quand on regarde la télévision, qu'on lit les journaux, la seule image qu'on perçoit des jeunes est négative. Les clichés sont nombreux et les actions positives rarement mises en avant.

Personne ne semble être au courant de l'action des Conseils de jeunes [composés de jeunes de 7 à 16 ans, volontaires ou élus, coordonnés en général par des élus locaux, à l'échelle d'une ville, d'un département ou d'une région] ou du G8 des jeunes... Avec la crise, on parle beaucoup de la position catastrophique des jeunes. La situation étant critique, les gens veulent mettre la jeunesse au centre des débats, c'est normal. Les parents s'inquiètent pour leurs enfants, les jeunes s'inquiètent pour leur avenir.

Normalement, c'est nous qui devons renouveler l'emploi, la société civile – or, en l'état, les choses paraissent assez compromises. C'est d'ailleurs pour cela que les sondés soulignent notre mérite et notre courage : pour nos parents, nos grands-parents, il apparaît que la situation s'est clairement durcie, l'avenir paraît menaçant.



“Une large majorité de la jeunesse fait preuve de courage.

→ OLOV OSKARSSON

PRÉSIDENT DES CONSEILS ET ORGANISATIONS DE JEUNESSE (YOUTH REGIONAL NETWORK) DE L'ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE (ARE)

Afev Que pensez-vous de la sévérité des Français à l'égard des jeunes issus des quartiers populaires.

Olov Oskarsson La différence de perception des jeunes, selon leur origine sociale ou géographique, est particulièrement alarmante. Dans un pays comme la France, qui se remet mieux de la crise économique et financière que certains de ses voisins, il est surprenant de constater cet écart. Si des banlieues urbaines ont particulièrement souffert de la crise économique, au point d'entraîner parfois des comportements violents, certaines zones rurales ont également été frappées, mais ces actes de violence là ne sont pas aussi largement relayés. On peut donc légitimement se poser la question d'une équité de traitement, par les médias, de ces questions.

De telles statistiques seraient intéressantes à observer à l'échelle européenne, mais le traitement de l'information doit beaucoup varier

d'un pays à l'autre. Pour autant, l'ARE et ses activités liées à la jeunesse révèlent une tendance positive : les décideurs régionaux, notamment en mettant en place des conseils de jeunes, tendent la main à l'ensemble de la jeunesse – rurale comme urbaine. (...)

Afev 95 % des Français estiment que la problématique de la jeunesse devrait intégrer le débat politique. Qu'en est-il au niveau européen ?

OO Les politiques de jeunesse devraient en effet être portées par les candidats à différents postes de pouvoir. Référons-nous au Réseau Régional des Jeunes de l'ARE : cette plateforme de conseils, parlements et ONG de jeunes a été créée pour répondre à un besoin exprimé par les régions membres de l'ARE (...). La décision a donc été prise de mettre sur pied un réseau au sein duquel la jeunesse d'Europe pourrait exprimer ses idées, influencer directement les positions

politiques de l'ARE et rencontrer régulièrement les décideurs politiques régionaux. Cela peut paraître évident, mais il faut néanmoins le souligner : quand on les encourage à agir, les jeunes Européens s'avèrent être des « citoyens pensants », capables de participer à la société à laquelle ils appartiennent et de se constituer en force de proposition. Les membres de notre réseau le prouvent en demandant aux politiques non seulement ce qu'ils peuvent faire pour eux, mais comment contribuer eux-mêmes à une amélioration de la société.

Afev Comment sécuriser le futur de la jeunesse européenne ?

OO Dans nos sociétés vieillissantes, sécuriser le futur de la jeunesse européenne revient à sécuriser le futur de toute l'Europe. Ceci a été réaffirmé en juin 2010, avec l'adoption de la stratégie Europe 2020, visant à créer plus d'emplois et à promouvoir une « croissance

intelligente, durable et inclusive » dans la décennie qui vient. La Commission européenne a promis de mettre en œuvre sept initiatives, dont trois s'avèrent particulièrement proches des préoccupations de la jeunesse : « Jeunesse en mouvement », « Stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois », « Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Nous sommes sur la bonne voie. Notre structure et les autres organisations de jeunesse doivent joindre leurs forces, et rappeler en permanence aux parties prenantes européennes que si nous souhaitons éviter une nouvelle génération sacrifiée, nous devons nous focaliser sur la mise en place effective de ces initiatives. Dans ce contexte, il est crucial de traduire ces objectifs ambitieux en recommandations concrètes pour les politiques régionales.



Les jeunes disent qu'on ne les laisse pas s'exprimer.

→ **BÉATRICE ANGRAND**

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Afev Quelle fut votre première impression à la lecture de ces résultats ?

Béatrice Angrand 69 % des sondés ayant une image « plutôt positive » des jeunes, c'est surprenant : l'an dernier, dans le même sondage, les sondés étaient plus méfiants. Je me réjouis de cette évolution. J'ai l'impression qu'on fait souvent l'amalgame entre les jeunes en général et les situations difficiles qui peuvent parfois exister dans les quartiers ou les cités. A titre personnel, je pense que les « jeunes des quartiers » (dont la définition reste à préciser) disposent d'une expérience qui pourrait être utile à toute la société, si elle était bien exploitée : une expérience de résistance, de métissage, forcément enrichissante pour n'importe quel système vivant. J'ai assisté récemment en Allemagne à des réflexions sur l'intégration des jeunes Allemands d'origine turque. Ces réflexions soulignaient leur compétence bilingue. J'ai senti qu'on cherchait à porter un regard positif sur cette compétence (...), à la considérer comme un atout : celui d'une agilité d'esprit et d'une bonne disposition à apprendre d'autres langues étrangères.

Afev Presque tous les sondés souhaitent que la jeunesse constitue un axe central des prochains débats politiques. Qu'en pensez-vous ?

BA A partir du débat sur le CPE, un réel focus est porté sur la jeunesse en France – notamment sous l'angle de sa précarité. En réalité, parler « des jeunes », c'est parler de l'avenir, de notre avenir. Les parents, les grands-parents en ont pris conscience. Pourtant, il est contre-productif de parler des seuls « jeunes » : il faudrait plutôt construire un projet pour la société toute entière, développer et faciliter le dialogue intergénérationnel.

Afev Quelles expériences positives sont menées, en France ou en Allemagne ?

BA Le Parlement des enfants, par exemple, est une initiative compliquée à mettre en œuvre, mais essentielle. L'une des clés selon moi, c'est de faire participer la jeunesse, de lui donner la parole. Cela vaut pour nos deux pays, même si en Allemagne, le nombre de jeunes investis dans le service civique (...) est largement supérieur à celui qu'on peut trouver en France. En Allemagne, (...) il y a moins de jeunes, mais ces derniers sont plus mobilisés. L'organisation différente des rythmes scolaires leur donne davantage l'occasion de participer. En France, les anciens disent que les jeunes ne participent pas, les jeunes disent qu'on ne les laisse pas s'exprimer (...), parce que lorsqu'ils souhaitent s'exprimer, ils veulent marquer leur empreinte, avoir leur propre style – ce qui peut déranger leurs aînés. Qui plus est, les gens s'investissent moins dans la durée, ils sont plus conscients qu'autrefois de la vitesse à laquelle les choses évoluent. (...) Le dialogue intergénérationnel permettrait d'améliorer la situation : les anciens apprendraient à fonctionner en « mode projet », les jeunes développeraient une vision à court terme.

Afev Quelles sont les autres spécificités de la jeunesse française, selon vous ?

BA (...) Les jeunes, aujourd'hui, sont très motivés pour utiliser les nouveaux médias. (...) En s'y intéressant particulièrement, ils développent des compétences spécifiques, qu'il s'agirait de prendre en compte sur les terrains personnel et professionnel, au lieu de les fustiger. Cette approche pourrait inspirer les responsables de la jeunesse, en France comme en Allemagne...

De graves conséquences pour les jeunes, et pour notre système démocratique.



→ **HANDE ÖZSAN BOZATLI**

PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION CULTURE, ÉDUCATION, JEUNESSE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE DE L'ASSEMBLÉE DES RÉGIONS D'EUROPE (ARE) ET VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL PROVINCIAL D'ISTANBUL.

Afev Pourquoi cette sévérité des Français à l'égard des jeunes issus des quartiers populaires ?

Hande Özsan Bozatlı Il est à la fois rassurant de constater que les Français ont en général une bonne opinion de la jeunesse, et désappointant que tant d'entre eux dénigrent des catégories spécifiques de jeunes en fonction de leur origine géographique. D'où viennent ceux qui font preuve d'une vision si sombre des jeunes de banlieues ? Je ne serais pas surprise qu'ils n'aient jamais mis un pied dans ces zones précarisées. La peur distillée par la couverture médiatique des incidents dans ces banlieues induit une crainte générale à l'égard des populations qui y vivent. (...)

Je ne souhaite pas minimiser les difficultés auxquelles ces zones sont confrontées, mais nous savons que la violence et les incivilités sont le fait d'une minorité de jeunes qui parviennent à troubler l'existence de quartiers entiers. Ces mêmes quartiers accueillent de nombreuses initiatives positives. Un récent sondage sur la région Ile-de-France montrait que 54 % des jeunes issus de banlieues sensibles souhaitaient monter leur propre entreprise. (...) Cet esprit d'entreprise devrait être reconnu et applaudi.

Afev Que faut-il faire, selon vous, pour sécuriser le futur de la jeunesse européenne au sein de l'Union ?

HOB (...) A l'échelon européen, l'une des plus récentes initiatives de la Commission européenne « Jeunesse en mouvement » issue de la stratégie Europe 2020, affiche plusieurs objectifs : promotion de l'apprentissage tout au long de la vie, de la mobilité, hausse du pourcentage de jeunes dans l'enseignement supérieur, amélioration du marché de l'emploi... Plusieurs programmes soutiennent ces objectifs : Erasmus, Leonardo, Comenius, Grundtvig, Youth in Action, Erasmus Mundus, etc.

L'ARE, quant à elle, a été précurseur dans son implication sur les questions de jeunesse : depuis sa création par Edgar Faure il y a 25 ans, elles ont été au cœur de ses préoccupations. Elle a mis sur pied le premier programme de mobilité professionnelle (Eurodissey) permettant aux jeunes Européens à la recherche d'une première expérience professionnelle de travailler jusqu'à sept mois dans une autre région du continent. Chaque année, entre 400 et 600 jeunes bénéficient de ce programme (...) Les taux de succès

du programme sont très encourageants : 80 % des bénéficiaires mettent moins de six mois à trouver un emploi dans leur pays.

L'ARE souhaite également promouvoir l'éducation à l'entrepreneuriat, et s'engage en ce moment dans un projet visant à recueillir les meilleures pratiques régionales en la matière, pour publier fin 2012 un guide. (...) Enfin, des entités comme le Réseau Régional des Jeunes de l'ARE, les Conseils Régionaux des Jeunes et autres organisations de jeunesse comme l'Afev permettent à la jeunesse d'exprimer ses opinions et d'influencer la prise de décision politique.

Des programmes à destination de la jeunesse existent. Ils doivent cependant être mieux intégrés, promus, tandis que les initiatives ayant fait leurs preuves à l'échelle locale ou régionale doivent être connues à l'échelle européenne – ce que l'ARE s'efforce de faire. (...) Les expériences locales ou régionales, en termes d'emploi ou de politique des jeunes, sont souvent très efficaces, et peuvent être facilement généralisées à d'autres régions. Partageons nos expériences, et apprenons les uns des autres !

Des jeunes et des inégalités

DE L'ÉCOLE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE, LES JEUNES ISSUS DE MILIEUX SOCIAUX DÉFAVORISÉS ONT PLUS DE DIFFICULTÉS D'INSERTION QUE LES AUTRES...

→ LE PARCOURS SCOLAIRE, REFLET DES INÉGALITÉS ENTRE LES PLUS JEUNES

Le niveau de vie des plus jeunes dépend essentiellement de celui de sa famille ou, en langage statistique, de son ménage d'origine. Pour observer l'évolution des inégalités parmi eux, mieux vaut dès lors se focaliser sur leur parcours scolaire. L'idéal d'une même éducation pour tous est l'un des fondements du modèle républicain français. L'origine sociale ne devrait donc pas influencer sur le parcours des élèves. Que l'on donne son assentiment ou non à un tel idéal, il est de toute façon bien loin d'être atteint : les inégalités sociales se reflètent largement à l'école.

Selon la dernière enquête Pisa¹ de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), **la France est même le pays dans lequel l'origine sociale influe le plus sur les performances en lecture et en mathématique**, loin derrière la Finlande notamment, le modèle en Europe en matière d'accès à l'éducation. La mauvaise position de la France peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Les programmes valorisent plus qu'ailleurs la culture des catégories socialement favorisées. Les évaluations à répétition dévalorisent et contribuent à l'échec des plus faibles. Le travail demandé hors temps scolaire est important et profite à ceux qui disposent d'un soutien à domicile (des parents ou par le biais de cours privés). Contrairement aux pays du Nord de l'Europe notamment, les institutions publiques françaises peinent à soutenir les familles en souffrance sociale. De fait, l'origine sociale détermine l'étendue des chances de réussite scolaire.

AVEC OU SANS DIPLÔME

Ce poids de l'origine sociale transparait dans l'obtention des concours nationaux. **En 2009, le taux de réussite au brevet passe de 68,4 % à 94,9 % selon que l'élève a un parent ouvrier ou cadre supérieur.** De même, les fils de cadres supérieurs ont presque deux fois plus de chances que ceux des ouvriers d'avoir leur bac, et huit fois plus d'obtenir un bac S. Mais ne dramatisons pas, car même les enfants les plus démunis ont vu leur accès à l'éducation s'améliorer : en 2006, 39 % des enfants d'ouvriers suivaient des études supérieures contre 10 % au début des années 1980. Cependant, le taux d'accès des enfants issus de familles plus aisées a également progressé – il est passé de 50 à 80 % pour les enfants de cadres ou de professions intermédiaires –, laissant perdurer des différences importantes de représentation dans les différentes filières de l'enseignement supérieur.

Les enfants de cadres supérieurs constituent près de la moitié des étudiants dans les filières les plus sélectives, comme les classes préparatoires ou encore les écoles d'ingénieurs. Enfin, plus le niveau d'études est avancé au sein des universités, établissements considérés comme plus ouverts, moins la présence des étudiants dont les parents sont ouvriers est élevée. **Au sein du 3e cycle (niveau doctorat), ils ne représentent que 12 % des étudiants, contre 27 % lors de l'entrée à l'Université.** Un phénomène d'auto-sélection vient aggraver ce constat : les étudiants d'origine sociale plus modeste vont préférer s'orienter vers des filières courtes, de type IUT ou BTS, notamment parce que cela coûte moins cher.

¹ Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Programme for International Student Assessment en anglais) est une étude proposée par l'OCDE qui mesure le niveau scolaire des élèves âgés de 15 ans.

² Nous utilisons ici un seuil de pauvreté estimé à 50 % du revenu médian, soit 791 euros pour une personne seule.

³ En 2007, selon l'enquête emploi de l'Insee, les personnes en provenance de Zones urbaines sensibles (Zus) avaient deux fois plus de chances d'être au chômage.

→ DIFFICILE D'ÊTRE « JEUNE » AUJOURD'HUI ? TOUT DÉPEND DE SON ORIGINE SOCIALE...

Insertion professionnelle difficile, chômage élevé, coût du logement... Autant d'éléments qui laissent penser que les temps sont durs pour les « jeunes », en tout cas par rapport à leurs aînés, surtout lorsqu'il s'agit d'intégrer le monde du travail. **En 2008, en France, pas moins de 700 000 jeunes de 20 à 29 ans étaient pauvres. 12,7 % des pauvres de France ont entre 20 et 24 ans...**² Les jeunes n'ont pourtant jamais été aussi diplômés. Avoir un diplôme ne suffit plus pour pouvoir bénéficier à coup sûr d'un emploi – et d'un salaire – équivalent à ses compétences, notamment parce que l'augmentation du nombre de diplômés a accentué la concurrence. Dans le même temps, le marché du travail tend à se précariser : pour intégrer le monde du travail, les jeunes n'ont d'autre choix que de faire des stages, pas ou peu rémunérés, subir des contrats à temps partiels ou autres contrats précaires, Intérim en tête, tandis que leurs aînés bénéficiaient lors de leur insertion d'emplois plus stables.

UN TAUX DE CHÔMAGE 2,7 FOIS PLUS ÉLEVÉ

La situation est particulièrement dramatique pour ceux qui sortent du système scolaire sans qualification dans un système qui survalorise le diplôme par rapport à l'expérience personnelle. **Leur taux de chômage est 2,7 fois plus élevé que celui des personnes qui disposent d'un niveau au moins égal à bac +2.** Le diplôme demeure une arme essentielle pour s'en sortir dans notre société, que ce soit pour entrer sur le marché du travail ou progresser ensuite.

Mais cela n'arrange pas tout : les jeunes les plus aisés bénéficient également d'un tissu social plus étoffé (relations des parents, pratique associative importante, etc.), voire peuvent compter directement sur leur famille en cas de difficultés (pour payer un loyer toujours plus élevé par exemple...). Dans le même temps, les personnes issues de quartiers défavorisés, même diplômées, ont un risque accru d'être au chômage, ou de disposer d'un emploi précaire³. Derrière une apparente unité, la « jeunesse » est en réalité constituée de personnes qui vivent dans des situations très différentes selon les milieux sociaux.

CÉDRIC RIO

Pour aller plus loin : quelques sites Internet

→ OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS,
WWW.INEGALITES.FR (RUBRIQUE EDUCATION)

→ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
WWW.EDUCATION.GOUV.FR

→ INSEE (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES),
WWW.INSEE.FR (ENQUÊTES EMPLOI)

→ OCDE (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES),
WWW.OCDE.ORG (ENQUÊTES PISA)

Quelques propositions

Au fil des entretiens, des réflexions et propositions politiques concrètes ont été avancées par les divers intervenants. En voici une liste non-exhaustive.

→ JEANNETTE BOUGRAB

« Notre objectif, c'est de donner à chaque jeune la possibilité de réaliser son potentiel. C'est tout le sens de notre action en matière de formation et d'orientation des jeunes. L'éducation et la formation constituent aujourd'hui les meilleurs remparts contre le chômage et la précarité des jeunes. »

→ CÉCILE VAN DE VELDE

« L'École devrait s'ouvrir plus, intégrer l'idée qu'elle forme des adultes avant de former des diplômés. Il faut élargir le spectre de l'École, et élargir, en même temps, le spectre du CV, pour les employeurs. Le diplôme ne doit pas constituer l'unique sésame avant 25 ans, sous peine de constituer un impitoyable couperet. »

→ RAMA YADE

« La jeunesse englobe aussi bien les jeunes des cités que les jeunes des campagnes, les jeunes des facs comme les jeunes des centres d'apprentis, les jeunes des grandes écoles comme ceux des écoles de la deuxième chance. Tout le défi, pour eux, est de "faire génération", de répondre à une question comme "qu'est-ce qui identifie la jeunesse actuelle ?" »

→ NAJAT VALLAUD-BELKACEM

« La jeunesse doit être au cœur de l'agenda politique des prochaines années : il faudra être capable d'imposer un débat à la bonne hauteur de vue, pour que les solutions à mettre en œuvre soient à la mesure des enjeux. »

→ PHILIPPE MEIRIEU

« Souhaite-t-on investir d'abord dans les "écoles d'élite" ou dans les collèges difficiles ? Comment ne pas voir que la suppression de la formation pédagogique des enseignants compromet notre système scolaire pour 40 ou 50 ans ? (...) Plus l'action porte sur des populations exclues, plus elle coûte cher, c'est un fait. Il faut donc se donner les moyens. Le choix d'éduquer tous les jeunes nous impose de sacrifier quelques-unes de nos satisfactions immédiates et personnelles. »

→ HANDE ÖZSAN BOZATLI

« Des programmes à destination de la jeunesse existent. Ils doivent cependant être mieux intégrés, promus, tandis que les initiatives ayant fait leurs preuves à l'échelle locale ou régionale doivent être connues à l'échelle européenne (...) Les expériences locales ou régionales, en termes d'emploi ou de politique des jeunes, sont souvent très efficaces, et peuvent être facilement généralisées à d'autres régions. Partageons nos expériences et apprenons les uns des autres ! »

→ OLIVIER FERRAND

« Nous prônons la mise en place d'un RSA global, dès 18 ans, et une allocation d'autonomie pour les étudiants (...) Autrefois, les retraités constituaient une population précarisée : on leur a donné un coup de pouce, qui leur a permis d'améliorer leur situation. Il est temps de faire de même pour les jeunes, ces nouveaux pauvres. (...) Chaque année, 80 milliards d'euros sont transmis, en transferts familiaux hors succession, des grands-parents vers leurs enfants ou petits-enfants. L'idée serait, par l'impôt, de prendre un peu de cet argent, consacré aux solidarités familiales pour en mutualiser une partie... »

→ DOMINIQUE REYNIÉ

« La politique doit bel et bien faire ce qu'il faut dans son domaine : accélérer le renouvellement des générations, faciliter les initiatives citoyennes (...) Notre Assemblée nationale, par exemple, est la plus âgée du monde démocratique : la rajeunir, en limitant notamment à trois le nombre maximum de mandats, ne coûterait pas un seul euro (...) Au Brésil ou en Autriche, la majorité électorale est fixée à 16 ans. Pourquoi ne pas envisager de faire, ici, de même ? On augmenterait, à coup sûr, le poids des jeunes dans la vie politique... »

→ EMMANUEL DAVIDENKOFF

« Il est insuffisant de se contenter d'introduire en banlieue des "capteurs", chargés de repérer les éléments les plus prometteurs pour les accompagner, par exemple, vers les Grandes Ecoles – un rôle tenu, autrefois, par le curé ou l'instituteur. »

→ PATRICK FAUCONNIER

« Il faut d'urgence forcer sur le primaire, afin que les choses se passent mieux au collège. Cesser d'organiser l'école comme une raffinerie qui sélectionne par l'échec. (...) Des initiatives comme Unis Cités et le service civil sont à développer. »

→ MARC HATZFELD

« Il est important d'apprendre à reconnaître et à intégrer dans les cursus scolaires ou professionnels, certaines compétences propres aux trajectoires personnelles des individus : les gens des milieux populaires, par exemple, ont une expérience de vécu bien plus forte que les autres – ils se sont souvent construits dans l'aventure du passage d'un milieu à un autre, se constituant ainsi un vrai capital social, renforçant leur esprit d'initiative, leur sens du collectif... »



→ **ELISE RENAUDIN**
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE

POUR SUIVRE LE DÉBAT AVEC L'AFEV



→ **CHRISTOPHE PARIS**
DIRECTEUR GÉNÉRAL

« La jeunesse n'est qu'un mot ». Pour reprendre la célèbre formule de Pierre Bourdieu, c'est l'une des premières conclusions que l'on peut tirer du rapport 2011 de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire. Il n'y a pas une, mais plusieurs jeunesses. Les Français ont pris conscience de l'influence, pour les jeunes, de l'origine sociale sur leur accès à l'éducation, à l'emploi, au logement, à l'autonomie financière - comme le corroborent les travaux menés par l'Observatoire des Inégalités. Ainsi, l'opinion publique reconnaît que selon leur origine sociale, leur lieu d'habitation ou leur établissement scolaire, les jeunes n'ont pas les mêmes possibilités de réussite. Dans le pays à l'origine de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui proclame que « *tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits* », le fait d'être issu d'un milieu modeste, d'habiter et d'être scolarisé dans un quartier populaire où se concentrent les difficultés sociales et économiques, constitue un réel handicap.

Cette tension entre la poursuite d'un idéal, si généreux soit-il, et l'âpre réalité vécue par certains de nos concitoyens, met en danger le contrat social, comme nous en alerte la défiance marquée des

Français à l'égard de la classe politique. Les événements récents dans les pays arabes, dans lesquels les jeunes ont joué un rôle de premier plan - soutenus par des technologies leur permettant d'exprimer, de partager leurs opinions et de se mobiliser en masse contre des régimes dont l'autorité était devenue illégitime -, sont significatifs de l'évolution de nos modèles sociétaux. Dans un tout autre contexte, en France aussi le rapport à l'autorité se transforme : celle-ci ne se décréte plus, mais se gagne. Ainsi, la notion de respect, entendue comme une reconnaissance de l'autre, est centrale dans les valeurs mises en avant par les jeunes. Dans le même temps, une proportion significative des Français interrogés dans notre enquête affirme que l'irrespect des règles constitue l'une des causes majeures du regard négatif qu'ils portent sur les jeunes.

Alors, quand six Français sur dix affirment poser un regard négatif sur les jeunes issus des quartiers populaires, c'est une double peine sociale qui se fait jour. Mis en difficulté dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, ces jeunes font l'apprentissage difficile du creusement des inégalités, et d'une défiance grandissante à leur égard. Égalité, fraternité, ce sont les fondements même

de notre société qui s'effritent. L'évolution récente de certaines politiques publiques en direction des jeunes prennent progressivement en compte cette nouvelle réalité. Elles ne cantonnent plus uniquement les questions de jeunesse aux sports et aux loisirs, mais tentent d'apporter des réponses spécifiques aux difficultés rencontrées par de nombreux jeunes - et parmi eux, en première ligne, ceux issus des milieux défavorisés - dans l'accès à l'éducation, à la santé, au logement et à l'emploi. Aujourd'hui, au vu de l'urgence de la situation, il est nécessaire d'aller plus loin et de faire de cette question des inégalités le nouveau paradigme des politiques jeunesse.

La quasi-unanimité des Français considère que les enjeux liés à la jeunesse doivent constituer l'une des priorités des prochaines présidentielles. C'est une bonne nouvelle ! Espérons qu'elle amènera les candidats à inscrire ces questions à l'agenda politique, et à ne plus seulement considérer la jeunesse comme l'avenir, mais comme le présent. Une politique ambitieuse, pour et avec les jeunes, ne pourra se construire sans faire confiance à ces derniers, sans leur donner des moyens adaptés de participer activement à la vie de la société et sans oeuvrer à une réelle égalité des droits.

NOUS CONTACTER



Elise Renaudin, directrice déléguée
26 bis rue de Château Landon - 75010 Paris
Tél : 01 40 36 01 01
Email : elise.renaudin@afev.org

PRESSE :
Magali De Exposito, chargée de communication
Tél : 06 82 78 97 31
Email : communication@afev.org

